

Quelle connerie la guerre ! Une petite phrase répétée sur tous les tons par Michel Delsaux, un des quatre fondateurs de la 4ACG et que les trois autres, Rémi Serres, Georges Treilhou et Armand Vernhettes ont gaillardement reprise à leur compte.

Extrait de l'introduction de Simone de Bollardièrre à l'ouvrage
« Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance – Paroles d'humanité »
éditions L'Harmattan 2012: *« Quand vous êtes revenus de cette guerre, jeunes appelés de vingt ans, vous ne pouviez pas les partager, ces souvenirs. Vous étiez meurtris. Vous aviez tellement changé ... Vos fiancées, vos femmes, vos familles ne vous reconnaissaient plus. Vous étiez tristes, renfermés. Beaucoup d'entre vous se reprochaient de ne pas avoir pu protester, de ne pas avoir osé « dire non ». »*

« JE NE POUVAIS PAS FAIRE AUTREMENT »

Introduction

« **Je ne pouvais pas faire autrement** » auront pu dire ceux qui ont participé à cette guerre sans nom (la guerre d'Algérie), parfois à « la corvée de bois », aux séances de tortures : « il fallait bien obéir aux ordres. Ce « il » impersonnel, mais qui écrase de tout son poids toute velléité de faire autrement, qui impose l'obéissance aveugle aux ordres.

Mais aussi...

« **Je ne pouvais pas faire autrement** » se seront répété ceux qui, en dialogue avec leur conscience, auront résisté aux injonctions meurtrières, auront pris un chemin de traverse.

Une même petite phrase, les mêmes mots mais deux dynamiques, deux attitudes divergentes, deux cheminements non pas opposés, mais différents.

L'un consiste à suivre des injonctions venues de l'extérieur (obéir aux ordres), l'autre à l'écoute de la petite voix intérieure (la conscience).

...., parfois, il arrive que l'on fasse autrement

Il n'est pas question de repentance, de contrition, d'une « mauvaise conscience » qui chercherait à se refaire une santé, de tentative de déculpabilisation, démarche qui n'apporte pas grand chose, mais d'essayer de comprendre, d'essayer de trouver les cheminements vers ce qui fait de l'humain dans des situations inhumaines.

Pour celles et ceux qui écoutent leur conscience, comment pouvoir dire « non », résister, désobéir ? Comment faire avec ces instants où, brusquement, les événements basculent du côté de ce que l'on pourrait appeler «le bien», «le bon», «le juste», là où les frontières sont floues et poreuses d'avec « le mal », « le mauvais », « l'injuste ».

Ça jaillit du plus profond de la nature humaine, révélant alors sa générosité fondamentale, son attention, sa bienveillance envers l'« Autre ». Un petit pas vers l'universel.

Ça peut se passer au milieu de brutalités, de violences, de haines, de combats. Ça va rester discret au contraire du bruit des glorioles et bravaches guerrières, mais ça allume la petite lueur d'espoir dans le brouillard de la peur et de la confusion.

Ça peut être impulsif, ça va causer en direct avec la conscience, ça parle de l'intelligence du libre arbitre, ça dit la liberté, l'égalité et la fraternité. Ça peut aussi être le fruit de circonstances qui s'accorde avec une certaine conscience et qui s'étalera dans le temps.

Ça confirme l'espoir porté par le « contre la guerre », qu'il n'y a pas une « nature humaine » une fois pour toute et fondamentalement guerrière. C'est bien plus compliqué et les approximations hasardeuses, incertaines, sont malvenues.

Ces « moments d'humanité » sont d'autant plus puissants et significatifs que bien souvent (pas toujours) ils sont réalisés par des personnes isolées, à l'insu, à l'encontre du groupe auquel ils appartiennent. Le groupe, lui, faisant pression sur les consciences, justifie toutes les exactions. En effet, il est bien difficile de résister à l'uniformisation des corps et des esprits, lorsque tout est fait pour que chacun fasse « comme les autres », de faire un pas de côté face à l'injonction de marcher droit et au pas cadencé. Mais en même temps, si l'on entend, si l'on écoute la petite voix intérieure qui dit « non », il devient alors difficile, voire impossible de faire autrement que de résister, de se poser en contre, de désobéir.



Ce que l'on appelle la « nature humaine » est complexe et suscite bien des interrogations : comment distingue-t-elle le bon grain de l'ivraie, le bon du mauvais, le bien du mal ? Quels sont les ingrédients qui permettent à la révolte salutaire de fermenter et de se révéler au sein d'une barbarie contraignante et généralisée ? Comment expliquer que dans des ambiances guerrières, parmi des actes de haine, surgissent ces « moments d'humanité » où une conscience va s'exprimer à contrario du contexte. Qu'est-ce qui pousse des individus à s'opposer, à résister, à désobéir ?

Ces « moments d'humanité », des anciens appelés en Algérie les ont vécus, en ont été les témoins, les acteurs. A bas bruit, accroché aux mémoires, ça a peut-être aidé, plus tard, à déclencher la parole, le témoignage devant les autres « Autres », à raccommoder une déchirure. Qui le sait ?

Ça ne concerne pas que des appelés : des engagés aussi ont dit « non » à leur manière, des réfractaires, des insoumis, des déserteurs aussi. On les retrouve dans chaque

camp, chacun à leur façon, avec leurs possibles.

Dans leurs témoignages rassemblés par Xavier Jacquey au sein de la 4CAG, (sous le titre de « gestes de fraternité » sur le site <https://memoiresasuiivre.blogspot.com/>), des anciens appelés en Algérie racontent ces épisodes.

Ces moments appartiennent à chacun de ceux qui les ont vécus: ils portent en creux la personnalité et l'histoire de chacun, mais ils viennent aussi nourrir une idée optimiste plus globale sur cette "nature humaine" qui ne porte pas automatiquement ce tempérament guerrier que d'aucuns voudraient lui prêter. On se rapprocherait là de la notion de "courage" qui consisterait à agir, malgré tout, en accord avec sa conscience, désobéissant à des ordres stupides et meurtriers, échappant à des propagandes imbéciles, se révoltant contre le prêt-à-penser, agissant à contre-courant.

Des « gestes de fraternité » ou « moments d'humanité » sont aussi sortis de l'ombre à d'autres moments, lors d'autres guerres: les fraternisations franco-allemandes, italiano-autrichiennes par-dessus les tranchées de 14-18, certains engagements allemands dans la résistance en France pendant la seconde guerre mondiale, des policiers qui, lors de la rafle du Vel-d'Hiv, ont prévenu des familles juives, d'autres qui ont détourné le regard alors qu'une femme et ses enfants tentaient de sortir du stade. Probablement d'autres, plus contemporains (Irak, Afghanistan, Ukraine, Palestine, Israël, ailleurs ...) qui nous sont, jusqu'à présent, demeurés inconnus.

La collection des témoignages ci-dessous n'a pas de valeur statistique : si les actes d'humanité mentionnés sont majoritairement le fait d'appelés français et masculins, dans une démarche individuelle, cela tient à la méthode suivant laquelle ils ont été collectés : ils ont été rassemblés à la suite d'un appel envoyé vers les adhérent-e-s de la 4ACG. On peut supposer que des actes d'humanité ont été aussi commis par des algériens, par des femmes, par des engagés, que quelques uns ont été collectifs : on pourrait en recueillir un plus grand nombre, provenant d'horizons plus diversifiés. Ce travail demanderait donc à être poursuivi et élargi en consultant d'autres sources.

Une autre source : la collection d'entretiens patrimoniaux « *En guerre(s) pour l'Algérie* » rassemble 66 témoignages d'hommes et de femmes, français ou algériens, de tous horizons, qui ont vécu la guerre d'Algérie (1954-1962). Ces récits individuels constituent un corpus représentatif de la diversité des expériences vécues pendant cette guerre. Chaque extrait d'entretien repris ci-dessous est mentionné avec son adresse mail comportant « entretien.ina.fr/guerres-algerie » Pour plus d'information sur le projet, consulter la [page d'accueil du site](#).

Les passages suivants *en italique* sont les retranscriptions des écrits ou des paroles reproduits dans leur intégralité des déclarations des témoins, des acteurs. Chaque texte mentionne une indication de la source.

Entretien avec Xavier Jacquey en 2020 sur le site de l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) : des précisions pour situer ces actes d'humanité.
<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Xavier-Jacquey/xavier-jacquey>

Part 4 – Chap. 2 : Les actes d'humanité :

« On n'a pas suffisamment saisi, ou dit, ces actes d'humanité. Il y a pas mal de raisons. Moi, je suis très frappé, chaque fois que j'ai rencontré des Algériens, ils m'ont toujours dit... je pense au premier e-mail de Chikh Achrati, il m'écrivait : « Les autorités, à chaque occasion d'anniversaire, racontent les atrocités qui se sont passées, de l'armée française, mais le petit peuple, il n'arrête pas de raconter des choses comme... » Et il m'a énuméré toute une série de moments qui avaient été chouettes. ». Je pense que ces choses chouettes ont un grand rôle. Après avoir travaillé sur les archives, j'ai eu l'impression qu'il y avait deux tendances officielles dans l'armée française : l'une était « à la Bugeaud », colonialiste en plein, une autre, surtout dans le coin où j'étais, qui était un coin où il y avait un certain Racinet, qui était, avec Trinquier, l'un des tenants de la guerre contre-révolutionnaire. L'une et l'autre correspondent à pousser les gens soit à être des sujets (comme on dit assujettis) ou à être des sous-hommes. Je pense que les actes d'humanité étaient très importants parce qu'à ce moment-là, les gens redevenaient des hommes. Ça, je l'ai vu toute une série de fois et je crois que ça rejoint tout à fait ce que dit Hannah Arendt quand elle dit que quand on veut corriger une population, il faut que les attaques soient sans raison, mais il faut aussi que personne dans la classe dominante ne se porte en faux. Je crois vraiment que tous ces petits actes d'humanité qui ont été tellement importants, comme donner un bol de soupe, c'était rendre quelqu'un d'humain, rendre son humanité au moment où l'on voulait la lui retirer.

Mon ami Mohamed Khaznadj, qui participe à ce travail de l'INA que nous faisons là, le dit très bien : quand il a été condamné à mort, dans les six mois qu'il a passé avant que d'être gracié par De Gaulle, le directeur de la prison avait été humain avec lui et ça a été pour lui quelque chose d'énorme. Je crois que l'erreur que nous faisons, nous français, c'est que quand on parle d'actes d'humanité comme ça, on se dit que ça pourrait tempérer un peu la culpabilité que l'on porte de ce qui a été fait par l'armée française, ou de ce que l'on n'a pas pu empêcher de faire et que ça peut diminuer notre culpabilité. Alors que du côté algérien, c'est tout à fait autre chose : on rendait leur humanité à des sous-hommes. Sur un autre mode, Djoudi Attoumi, qui est un ancien officier de l'ALN, qui a écrit un livre qui s'appelle « ces appelés qui ont dit non à la torture ».

Le titre du livre de Djoudi Attoumi, c'est « Les appelés du contingent, ces soldats qui ont dit non à la guerre »).

Le titre du livre de Xavier Jacquey, « Ces appelés qui ont dit non à la torture », éditions l'Harmattan, montre comment les gens essayaient de repérer les « gentils » quand l'armée française venait, comment ils pouvaient se raccrocher aux « gentils » : les « gentils », c'étaient les gens qui faisaient qu'ils étaient des humains. C'est ça qui était important.

Après sa formation, le médecin du régiment propose à Xavier Jacquey de le prendre comme infirmier.

Part 4 – Chap. 17 : Les actes d'humanité

« Des tas d'actes d'humanité ont été faits et qui ont eu un rôle que l'on n'a pas mesuré. » Xavier Jacquey incite les historiens à réfléchir sur ce sujet : *« quand on est pris dans les atrocités, on est là, à culpabiliser de ne pas avoir protesté, mais ce qui est important, ce sont tous ces petits actes d'humanité qu'on a faits les uns et les autres, les collègues qui ont protesté auprès de leurs supérieurs par lettres. C'était parce qu'il y avait des liens d'amitié avec les gens du regroupement. Ça explique aussi pourquoi les algériens nous reçoivent à bras ouverts : la première fois que j'ai été là-bas, invité par un médecin d'El Bayadh Chikh Achraati qui est devenu un ami, j'ai retrouvé là-bas, avec beaucoup de plaisirs, beaucoup de gens que j'avais connu. Il y en avait qui avaient été pris et torturés, et enfermés dans une soute à munitions, un mètre trente de hauteur et quatre mètres sur deux ; ils étaient quatre là-dedans et il y en avait un qui avait été particulièrement tabassé, qui délirait, qui était complètement dans les choux ; c'est ce que j'ai dit dans une lettre à mes parents. En fait je m'étais bien rendu compte qu'il simulait pour essayer de ne pas se refaire tabasser et quand un sous-officier pied-noir a voulu le réinterroger, je suis intervenu très violemment en disant que ce n'était pas possible. Il a été envoyé en taule. Et trois mois après, il est revenu libéré, il avait été pris en zone interdite bien sûr, dans le djebel, mais il fallait faire de la place pour les autres ! Je me souviens, il était venu me voir à l'infirmerie en me disant qu'il avait des maux de crâne ; je lui ai dit : « J'ai dit ça pour que vous ne vous fassiez pas tabasser, mais je ne pensais pas du tout que vous étiez malade. » Il est reparti tout à fait guéri de ses maux de crâne. Je l'ai revu ce monsieur, quand je suis passé là-bas, mais il était à la fin de sa vie et il ne m'a pas reconnu.*

Par contre, j'ai retrouvé avec bonheur, un petit gamin qui était muet : je m'étais bagarré pour qu'il soit éduqué : j'avais trouvé une place pour lui à Oran. Son grand-père m'a dit qu'il n'était pas d'accord et quand il m'a demandé des médicaments, j'ai refusé ; ça, c'est un truc qui me reste dans la tête, cette violence que j'ai faite à cet homme sous prétexte que... Bon, mais voilà ».

Suivent des extraits du site <https://memoiresasuiivre.blogspot.com/>, des témoignages d'anciens appelés de la 4ACG rassemblés par Xavier Jacquey sous le titre de « gestes de fraternité », sur le site de la 4ACG (<http://www.4acg.org/>)

Louis Alexaline, Des mots contre les maux « Une nuit, en patrouille dans Hussein Dey, près du "Ravin de la femme sauvage", le couvre-feu était en vigueur. Un jeune arabe débouche au coin d'une rue. Nous l'interceptons et le vérifions, il nous explique rentrer tard de son travail, d'un abattoir proche. Je m'apprête à le laisser partir, quand un Pied-noir de mon équipe, Yves M., active son arme en me lançant : "Je le descends, on dira qu'il a tenté de s'enfuir". Je suis intervenu énergiquement pour éviter cet assassinat et cela simplement parce qu'il était arabe ! Le lendemain, un gigot de mouton nous attendait à notre campement ».

En octobre 1961, Bernard Bourdet devient chef de poste dans le village de regroupement de Dar-el-Beida

(<https://www.dropbox.com/s/duto7tmvspl4nm8/Bourdet%20Bernard.doc>)

« A quelques centaines de mètres du village, une ancienne ferme était en cours d'aménagement pour en faire une école. Maçon de profession, un appelé du poste s'était beaucoup investi avec très peu de moyens. Robert, instituteur dans le civil, et moi, nous avons pu ouvrir une classe le matin et une autre l'après-midi pour 70 garçons et filles-ce qui était malheureusement loin de la totalité des enfants d'âge scolaire. Quand nous ne faisons pas la classe, nous allions dans le village pour des soins. Avoir des médicaments par la voie officielle n'était pas facile, mais l'infirmier de l'escadron nous en procurait pour les maux les plus courants. ».

.....

« En octobre 61 notre chef de poste dut être hospitalisé à cause d'une vieille blessure qui l'empêchait de marcher; ce qui nous arrangeait énormément: nous ne faisons plus de sorties nocturnes autour du village. J'étais seul à avoir le grade de maréchal des logis. Je me suis donc retrouvé chef de poste.

J'avais deux préoccupations qui étaient intimement liées: éviter les incidents avec les maquisards de l'ALN qui venaient au village la nuit et essayer de soulager un peu les conditions de vie des familles, quitte à détourner certaines instructions. De toute manière, notre sécurité tenait en grande partie à l'état de nos relations avec le village.



Copyright Bernard Bourdet/ Archives départementales de la Vienne

Novembre 1961. La classe. Le chef venu en visite. [Bernard Bourdet est à gauche penché sur la copie d'un enfant].

Dès que nous nous sommes retrouvés entre appelés, nous avons réuni les habitants: «Nous savons que les maquisards viennent ici. Nous respectons leur combat pour l'indépendance de leur pays, pour la liberté et pour plus de justice. Nous pensons qu'il y aura bientôt un cessez-le-feu et que le mieux est d'éviter que cette guerre ne fasse encore des victimes. Nous savons que la vie est difficile pour vous. Nous nous efforcerons de ne pas la rendre plus dure. Nous sommes tous des appelés. Dites aux maquisards que nous les laisserons tranquilles. Dites-leur qu'ils nous laissent tranquilles de leur côté. »

Après cela, une sorte d'accord tacite s'établit entre le village et nous. Nous laissons les bergers faire paître leurs moutons en zone interdite. Certains retournaient voir leurs maisons.

Quand nous apprenions que des pelotons de combat monteraient dans les parages, le village était bouclé. Tout le monde comprenait ce que cela signifiait ».



Au propre comme au figuré, Bernard Bourdet est toujours à la recherche d'un équilibre fragile et risqué.

Copyright Bernard Bourdet/ Archives départementales de la Vienne, fonds Bernard Bourdet : images et récits de la guerre d'Algérie par l'appelé Bourdet. Affectation indéterminée (le lieu de la photo n'est pas connu).

Alain Desjardin

« A Béchar-Djédid, je suis choisi pour commander un peloton d'exécution. Toute la nuit précédente, nous avons entendu les coups et les cris, senti la chair brûlée de ce chef fellagha qui n'aurait rien révélé. On dit qu'on lui a brûlé la moitié d'une jambe. Je n'en

peux plus, je m'enfuis à Colomb-Béchar. Errant dans la ville, le lendemain je suis récupéré par des gendarmes. L'opération suivante sera ma prison. J'étais sous-officier, et je suis dégradé (je le serai une seconde fois, quelques mois plus tard, après avoir dénoncé des viols perpétrés par des militaires de carrière).

(...) En repos, plusieurs d'entre nous s'éclipsent dans des familles algériennes et pieds-noirs des quartiers pauvres. Ils découvrent qu'un ouvrier blanc, travaillant sur la voie ferrée, a les mêmes conditions de vie (logement, salaire...) que son frère algérien, qu'il y a de la solidarité entre eux. Nous partageons, avec les enfants, les friandises des colis reçus de France. Mais nos actions humanitaires sont ponctuelles et limitées... ».

Bernard Dutoit (paysan sans frontières) refus d'obéissance

« Je suis en plein désarroi après les premières sorties, en découvrant l'immense misère de nos concitoyens de ce département français. Quel contraste avec les très riches exploitations de la plaine de Bône, aperçues depuis notre luxueux train pour bestiaux !

Cette grande pauvreté des fellahs est une véritable agression pour le paysan gersoï que je suis resté sous le treillis et le chapeau de brousse. Mais pourquoi donc suis-je là avec une arme ?

Mon rôle ne serait-il pas d'accompagner mes frères de profession avec une pelle à la place du pistolet-mitrailleur ?

Je découvre cette évidence : si j'étais fellah algérien, si j'avais ces conditions de vie, si j'étais exposé à toutes ces agressions, ces fouilles violentes, cette soumission, ce racisme, ce non-respect des hommes et des femmes, moi aussi je serais rebelle.

Mon vécu d'enfant en zone occupée me fait comparer les « felouzes » aux résistants de la dernière guerre, que l'on appelait eux aussi terroristes. Sous le treillis, je suis de plus en plus mal à l'aise face à ces Français complètement démunis de tout.

(...) Oser discuter ou contester un ordre en tant qu'appelé exige une très forte personnalité ou de l'inconscience, surtout en temps de guerre. C'est également plus facile pour un officier que pour un deuxième-classe. Les conséquences et les sanctions sont très différentes. J'ai pu réagir contre un caporal de la Légion qui empêchait les prisonniers musulmans de prier, mais parce que j'avais un grade supérieur au sien. Nous savions, grâce à nos patrouilles, que des familles entières de paysans survivaient avec leur cheptel en zone interdite, de l'autre côté du barrage électrifié de la ligne Morice. En tant que chef de groupe, j'ai refusé d'aller les éliminer. c'était de ma part un grave refus d'obéissance, passible de sanctions, puisque j'entraînais avec moi les copains musulmans de mon groupe. Après les menaces de mon supérieur, j'ai pu expliquer mon geste - certes répréhensible mais moralement irréprochable - à mon chef de corps qui l'a très bien compris ».

Jacques Gaillot : un mourant à sauver

« Au cours d'une après-midi, j'étais en jeep avec un moghazni (agent supplétif des sections administratives spécialisées (SAS) et des sections administratives urbaines de

l'armée française durant la guerre d'Algérie) à mes côtés. *L'horizon s'étendait loin avec une succession de montagnes. Il n'y avait pas d'arbres. La piste était étroite et rocailleuse. A un tournant, trois hommes debout me firent signe d'arrêter. Visiblement ils m'attendaient, le visage grave. Qu'allait-il se passer ? Ils me supplièrent d'amener à l'hôpital un malade de leur famille. Ce n'était pas raisonnable de laisser la jeep avec un moghazni. Ni pour moi de partir avec trois inconnus. Je pris ce risque. Nous descendons la colline sur un étroit sentier, en file indienne et en silence. Le temps passe. Je ne vois toujours pas de mechtas. C'est plus loin que je ne pensais. Je ne me sens pas rassuré. Est-ce un piège ? Suis-je pris en otage ? Soudain au creux d'une vallée, j'aperçois enfin quelques mechtas. Ouf ! Nous entrons dans l'une d'elle protégée de la lumière. Un homme d'une grande maigreur qui ne peut plus parler, gît sur une natte à même le sol. Son regard est suppliant. Il souffre, mais quelle dignité sur son visage ! Des femmes se tiennent debout et l'entourent de leur affection. On me supplie d'amener le malade à l'hôpital. Cette demande me paraît insensée. L'hôpital est loin, environ une heure de piste ! Le malade ne supportera jamais une telle épreuve ! Mais les familles aiment tellement celui qui va les quitter, qu'elles veulent tout tenter pour lui. J'accepte ce qui me paraît être une mission impossible ! Quatre hommes portent sur un brancard le mourant. A l'arrière de la jeep un homme fort tient dans ses bras celui qui semble déjà mort, tel la Pietà de Michel-Ange : Marie tenant Jésus descendu de la croix. Je conduis doucement, évitant les « nids de poule » de la piste. Soudain, après une demi-heure de piste, notre malade rend son dernier souffle. Nous retournons vers la famille. J'étais peiné de ramener un mort. Mais tout le monde me remercia chaleureusement et me consola car on avait tout tenté pour celui qui tenait une si grande place dans leur cœur. Cet épisode me marqua ».*

Jacques Lambour, bloquer le putsch

« Nous apprenons que le commandant de notre groupe « Anjou » va s'adresser à nous par castes : officiers, sous-officiers, puis hommes de troupe. Cela nous laisse du temps pour définir une stratégie commune. (...) Notre tour arrive... Dans un ordre et un silence impressionnant, nous nous asseyons en face de notre commandant, que l'on devine très tendu. Il attaque directement, avec un « Messieurs », étonnant de sa part mais de bon aloi, car ce ne sont plus effectivement des soldats qui sont en face de lui, mais des hommes, des citoyens. « Messieurs je n'irai pas par quatre chemins, je suis aux ordres du général Challe ». Sa voix s'étrangle, le premier rang s'est levé, il sort en bon ordre, puis le second, le troisième... Un sentiment indéfinissable s'empare de moi, de nous, je sens physiquement le courant qui nous traverse, force tranquille venant de bloquer un engrenage de l'insurrection. Un peu plus tard, notre commandant de groupe quitte la base ».

Extraits du texte de Jean-Marie Mire : dans le camp de regroupement d'Ali Cherf

Je resterai dans le camp de regroupement de Ali Cherf du 15 février 1961 au 8

septembre 1961, affecté à la 4^e section de la première compagnie, rattachée à Kerkera (source : <https://www.dropbox.com/s/f3tp7kxnu24sy7h/Le%20camp%20de%20regroupement%20d-Ali%20Cherf%20Mis%20en%20forme%20bis.pdf?dl=0>)

Jean-Marie Mire décrit les conditions de vie dans ce camp de regroupement où cohabitent quelques appelés, une quinzaine de harkis et des Algériens déportés.

« Un jour, le vieux Bekkouche (je ne connais pas son prénom), habitant un des gourbis situé sous l'infirmerie, à droite de l'entrée du camp, m'a raconté ce qui suit : « Caporal, tu sais, l'autre jour, vous êtes sortis pour chercher du bois ou chasser le sanglier. Vous êtes passés en bas du djebel. Mon fils et son groupe de « fellouzes » étaient postés au-dessus de vous. Ils avaient une AA 52 (mitrailleuse ultra moderne prise sur un véhicule blindé français). Ils vous ont regardé passer sans problème ». Et ce propos était dit sur un ton malicieux.

N.B .Si nous étions encore en vie et si je peux vous raconter cette histoire, c'est peut-être parce que nous avons eu des rapports corrects avec les habitants d'Ali Cherf, hormis ce qu'a commis cet adjudant-chef -ce qui n'est pas rien. Cela veut dire aussi que des relations existaient, bien plus grandes que celles que nous pouvions supposer, entre les habitants du village et les Fellagas. Merci, vieux Fellouze, pour cette relation -je peux dire affective et complice -que nous partageons ! ».

Puis, plus loin : « Un pilote d'avion, volant à basse altitude, avait un jour repéré des Fellagas sur le piton. Une patrouille, missionnée suite à ce survol, avait fouillé des gourbis et n'avait repéré aucune trace visible de rebelles. Les habitants ayant reconnu le sergent, chef de la patrouille, lui avaient offert du thé très amicalement. Par la suite, celui-ci apprit que les Fellagas étaient bien présents, mais blottis au milieu des animaux de l'enclos. Les rebelles auraient pu faire un carton... Quelle conclusion en tirer ? Est-ce dans la continuité de nos bons rapports avec les habitants comme il est dit plus haut? Quelles relations existaient entre les habitants, les rebelles et les harkis d'Ali Cherf ? Nous ne le saurons sans doute jamais. »

Quarante années plus tard, Jean-Marie Mire adresse une lettre au vieux Bekkouche : voir page 34.

Jacques Musset

« Un soir, une patrouille ramena au poste une dizaine de “suspects”, des civils en djellaba. On les parqua dans la cour, on les fit se coucher à terre sur le côté et on les attacha aux tilleuls, mains liées sur les fesses. On isola l'un d'eux et on le fixa avec des chaînes aux poignets à une rampe d'escalier de telle sorte qu'il devait sautiller sans cesse pour que le poids de son corps ne reposât pas sur ses poignets. Nul doute que ces personnes allaient être “cuisinées” le lendemain au moyen de la manière forte. La nuit tombée, je devais assurer la relève des sentinelles. Un des hommes à terre m'appela. Il avait envie d'uriner mais il ne le pouvait pas seul. Je suis allé chercher un récipient et l'ai aidé à se soulager. Ce geste fraternel qui me mettait en contact avec son intimité m'a beaucoup marqué en me montrant que le service du prochain passe par la proximité la plus charnelle lorsque celui-ci est dans le besoin. Quant à celui qui pendait au bout de sa chaîne au bord

de l'escalier, je lui ai glissé un parpaing sous les talons pour lui éviter de souffrir inutilement.

Je continuai donc à ne pas me laisser intimider. Près de ma "cellule", il y avait un ancien cabinet à la turque qui servait autrefois aux écoliers et dans lequel on avait enfermé un prisonnier qu'on affamait pour lui "sortir quelque chose des tripes". En cachette, je lui passais des quignons de pain. Personne ne s'en aperçut jamais ».

Albert Nallet

« Sur place, avec trois appelés de ma section, nous « organisons une résistance » à notre façon en adoptant une attitude de refus. Nous n'appliquons pas les ordres, soutenus par notre sergent, également appelé : « Une fois, lors d'une opération à 4 h du soir, j'interpelle mes gars qui veulent tirer sur des fuyards : surtout ne tirez pas ! S'il s'agit de civils, je vous colle 15 jours de prison ! ». Nous écrivons en France pour dénoncer les exactions dont nous sommes les témoins. Malgré toute la pression idéologique de l'armée, je ne me laisse pas influencer et considère toujours les Algériens dans l'ensemble et les Kabyles en particulier comme des frères. En 58, mon officier me demande d'effacer sur les murs les inscriptions « L'Algérie vivra libre, vive l'indépendance », je lui réponds : « J'obéis puisque c'est un ordre, mais on n'efface pas la vérité » (...)

Je refuse systématiquement d'enfoncer les portes lors des mises à sac des maisons, ordonnées par nos officiers lorsque la population héberge des combattants de l'ALN. En décembre 58, je refuse de tirer sur un fuyard, en zone interdite. Le 29 janvier 59, opération bouclage. Je suis en tête. Arrivé au sommet d'un piton, je vois, au village en dessous, des fuyards. Je ne les signale pas en pensant : « Ceux-là ont la vie sauve pour aujourd'hui, peut-être connaissons-ils l'Algérie libre ! » Chaque fois que je le peux, j'adopte cette façon de faire, ce qui me vaut des avertissements : « Votre attitude mérite le tribunal militaire ». (...).

A Taourirt-Amokrane, je m'attache à un gosse d'une douzaine d'années, Amiche. Sa confiance à mon égard est absolue, il me rend des services pour les achats de nourriture et de journaux, un jour il me confie : « A toi, je peux le dire, les fellagas sont venus chez moi hier soir. » J'étais très fier de cette confiance. (...).

Albert Ducloz : lettres à la famille

« A propos d'enfant, j'ai eu un problème mardi. Nous étions en M.O.1 (maintien de l'ordre de niveau 1) et nous devons fouiller la circulation du pont qui enjambe l'oued Koriche après qu'il soit rejoint par l'oued Ayon qui s'y déverse. C'est dans le quartier Maillot.

Une petite fille passait avec son panier à provisions plein de légumes. Comme c'était une enfant, mon collègue s'était éloigné pour fouiller une femme, ou un homme déguisé en femme, comme cela arrive pour passer inaperçu. Dans le panier de la fillette, au fond sous les légumes, j'ai trouvé un poignard. J'ai réagi au quart de tour en voyant les yeux

terrorisés de la fillette. Personne ne me voyait, il passait encore peu de monde, ce n'était pas encore sept heures du matin, j'ai pris le poignard et je l'ai jeté à l'eau par-dessus le parapet du pont. J'ai dit à la gosse « Fous le camp ». Elle était transie de peur et ne bougeait pas. Je l'ai alors prise par les épaules, retournée, et je lui ai envoyé un coup de pied au derrière en lui criant « Dégage ». Elle s'est enfuie en courant. A mon cri le collègue s'est retourné, et, voyant courir la gamine, a rigolé. Personne ne m'a vu car le dispositif n'était pas encore en place. J'ai risqué gros, mais je ne pouvais arrêter cette gamine et la mettre dans le camion pour l'interrogatoire. Je sais maintenant ce que cela signifie et ce n'est pas beau, surtout pour les filles. Je ne sais si elle s'est rendue compte du service que je lui ai rendu » 7 juin 1960.

Journal de Raymond Rapiné

Passionné de nature, de montagne, actif au Ski club belfortain et au Club alpin français, secouriste de la Croix-Rouge, Raymond Rapiné avait plusieurs fois secouru des skieurs blessés. Il est incorporé dans les Chasseurs alpins le 30 décembre 1958. Le 1^{er} janvier 1960, il est tué dans une embuscade.

Extrait de son journal en date du 8 janvier 1959 : « *J'aime ce vent qui vous fouette le visage en débouchant sur une crête, j'aime cette neige poudreuse. Pauvres gars, oui, alors que mes camarades se plaignent, moi, je vis, je vis car j'oublie cette guerre. Je ne reviens à moi que devant la misère et les peines des habitants des villages que nous traversons où nous campons.*

Pour moi, personne n'est un ennemi. C'est plus fort que moi, quand je vois quelqu'un souffrir, il faut que je l'aide.

Après avoir parcouru ce village d'AÏT TSILEM, après avoir visité des gourbis, avoir vu la conduite de mes camarades, avoir vu briser les jarres à huile ou à glands, à semoule, éparpiller les misérables hardes, éventrer les matelas, chasser les femmes et les gosses, rechercher un hypothétique argent caché, je me suis assis face à cette montagne couverte de neige où nous crapahutions le matin et j'ai pleuré, écœuré.

Je suis trop sensible, et je ne peux me confier qu'à ce cahier. J'ai prié, j'ai prié pour que je ne ressemble et ne me conduise jamais comme mes camarades, j'ai prié pour que cette sale guerre finisse ».

D'autres sources, au fil de lectures, en poursuivant le travail de Xavier Jacquey

G. Kihn : dans son livre *ALGERIE - Le sang des autres*, éditions Empreintes 19,50 €

En novembre 1957, alors qu'il a rejoint son régiment parachutiste depuis un mois et qu'il se trouve dans le désert de Timimoun, G. Kihn assiste pour la première fois à la torture d'un prisonnier. Il sabote alors l'appareil de torture quand les tortionnaires sont partis se désaltérer : « *Nous sommes seuls, la gégène est à portée de main ; ayant appris un peu de dépannage radio, je déplace un fil avec mon poignard et je m'éloigne. Les tortionnaires*

reviennent, et tournent la gégène qui ne fonctionne plus » (page 35).

En mai 1958, lors d'un transport de Négrine à Tébessa, alors qu'il se retrouve seul dans un camion chargé de la garde d'un prisonnier, G. Kihn le laisse s'échapper après l'avoir nourri et lui avoir ôté ses liens : « *Le prisonnier descend maladroitement. [...] Je lui donne la couverture et le quignon de pain qui me reste et lui fais signe de se barrer, il ne comprend pas. Il marmonne quelques mots en arabe. Je le pousse et lui désigne le djebel d'où l'on vient et qui s'étale devant nous. Il prend peur et se barre précipitamment. [...] Personne ne s'inquiète du prisonnier, moi non plus. Tout le monde l'a oublié heureusement* » (page 52).

En août 1959, alors que son chef de section lui demande d'abattre un fuyard, G. Kihn ne peut s'y résigner : « *Mais moi je ne le peux pas, je ne veux pas tuer un homme comme ça à froid [...]. Alors j'ajuste l'homme dans le viseur de mon arme. Puis je décale le viseur d'une cinquantaine de mètres du fuyard qui peine dans les éboulis. Et je tire.* » (Page 111)

Incipit de « Le Désert à l'Aube » de Noël Favreliè, édité en 1960 (éditions de Minuit, 13,50 €)

Noël Favrelière déserta en compagnie d'un Algérien qui allait être abattu (la « corvée de bois ») : « *Je dédie ce livre à la mémoire de mon camarade Kadou (Abd el Kader Benazouz) et à tous ceux qui, comme lui, sont morts pour que d'autres vivent libres et en paix.*

... et à toi aussi jeune soldat inconnu que j'aimerais tant connaître. Souviens toi ! C'était le matin du mardi 28 août 56. Tu étais chasseur et j'étais le gibier. Par hasard, tu m'as surpris dans la crevasse où je me terrais pour attendre la nuit. Figé et muet, blond ou roux, car ta peau très claire était rougie par le soleil d'Afrique, timidement, tu m'as souri. Sans doute, avais tu peur de mourir. J'étais un transfuge et je pointait mon arme sur toi.

T'ai-je souri en retour, je ne le sais plus. Mais je t'ai laissé repartir pour rejoindre ceux qui, comme toi, avaient mission de m'abattre ... et tu ne leur a rien dit.

Plus loin, page 9 : « *J'avais déserté, libéré un prisonnier de guerre et emporté des armes. Amèrement, je me répétais qu'ils allaient bientôt nous rattraper, grâce à leurs chiens et leurs hélicoptères. Nous rattraper et nous descendre comme deux bêtes enragées, que l'on résiste ou pas. De cette façon, il n'y aurait aucun jugement, je ne pourrais dire ce qui avait motivé mon départ et, en France, les gens qui verraient mon histoire dans le journal ne penseraient même pas à se demander : « Qu'est-ce qui l'a fait déserté, celui-là ? »*

Les paroles de mon ami Frisch me revenaient à la mémoire : « Tu as le tort de penser avec ton cœur, Noël. Dis-toi que déserté équivaut à un suicide. » Couché sous mon buisson, je me convainquais que je n'avais pas du tout voulu me suicider. J'avais fait ce que je devais faire, et c'était tout. Même la pensée que j'allais mourir bientôt ne me faisait pas regretter ma décision. Je savais, j'étais sûr que si je me retrouvais un jour dans la même situation j'agirais de la même façon. Pour étouffer l'angoisse qui me crispait le ventre, je me dis que de toute façon il était trop tard pour changer quoi que ce soit, et que quand et comment mourir n'était pas l'essentiel, mais pourquoi. ».

Après une semaine de fuite, tous deux rejoignent l'A.L.N. (Armée de Libération Nationale) en Tunisie.

**Textes et photos présentées lors de l'assemblée générale de la 4acg
à Albi les 24,25 et 26 mars 2023**

Texte et photo de Michel Layssac : femme kabyle sur le toit

« J'ai pris cette photo au cours d'une opération de la 2^{ème} compagnie du 22^{ème} BCA en 1956, quelque part dans le Djurdjura. Au moment de « l'incident » nous marchions en file indienne quand tout à coup des coups de feu éclatent et les balles sifflent au-dessus de nous. Aussitôt nous nous couchons et personne n'est touché. Le commandant de compagnie donne rapidement des ordres et le groupe de fellaghas s'évanouit aussi rapidement dans la nature.

A la réflexion, je ne me rappelle plus exactement ce qui s'est passé tout de suite, ni les ordres qui ont été donnés. Ce qu'il y a de certain, c'est que le tireur au fusil mitrailleur et moi-même, son chargeur avons été placés en retrait et en protection de nos camarades qui, je pense, ont fouillé les mechtas et peut-être ont mis le feu dans celles où ils ont trouvé des objets suspects ???

C'est en tout cas ce que j'ai pensé quand j'ai aperçu un gars de chez nous sur un toit fumant en train d'aider la femme à éteindre le feu avec ce moyen dérisoire... Mes souvenirs de 67 ans s'arrêtent là. Tout ce que je me rappelle c'est que l'appelé qui intervient était très discret et fort sympathique ».



**Texte et photo présentés par René Moreau : au point d'eau de Bir El Ater
vers mai 1958**

« Que pensait-il ? De passage au point d'eau avec un GMC pour remplir une citerne pour reconstituer la réserve d'eau, pour la fabrication du pain de la boulangerie sur roulante et sous tente, du camp de l'intendance où j'étais affecté, situé près de la base aérienne de Bir el Ater. C'était non loin du barrage électrifié, dit ligne Morice. En prenant cette photo, en voyant ce jeune garçon qui me regardait, je pensais que seulement 13 à 14 ans avant... j'avais environ son âge, j'étais moi-même un enfant, et je regardais les soldats allemands qui occupaient mon pays ! Et là, moi soldat français, j'occupais son pays. Même si on considérait son pays comme une partie de la France. Que pensait-il ? »



Extraits de Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance - Paroles d'humanité, Editions L'Harmattan 2012

Page 81, témoignage de Stanislas Hutin (reproduction de son journal de bord)

Ce texte se trouve aussi dans le *Journal de bord, Algérie, novembre 1955-mars 1956*, page 30.

Début janvier 1956, Stanislas Hutin, rappelé, est nommé instituteur par le commandant de compagnie, dans le douar M'Chatt, région d'El Milia. Plusieurs dizaines d'élèves sont fidélisés. Il y restera jusqu'en avril 56 et nouera des liens fraternels avec la population.

4 février 1956 (p.49). « [...] Hier matin, il y a eu un peu de soleil. Quelques arabes étaient accroupis contre un mur et se chauffaient à cette maigre chaleur. Je me suis approché. Nous avons parlé et je me suis accroupi au soleil au milieu d'eux. Bridja, le conseiller manchot, a commandé un café pour tout le monde et m'a raconté ce que le RI lui avait fait : ses deux magasins pillés et brûlés, son arrestation. Pour savoir ce qu'on lui voulait, il est allé à la commune d'El Milia. Il est rentré torse nu dans le bureau où se tenait un conseil quelconque de militaires : tout le monde est resté interdit. Il leur a montré son moignon et les cicatrices de son dos gagnées à la guerre qu'il a faite pour les Français. Il a sauté sur une mine à Monte Casino et est resté sept jours caché et nourri par une famille italienne. C'est un homme splendide, grand, fort, et qui semble respecté de tous. Il m'a dit aussi qu'il achetait de l'orge et qu'il le distribuait aux femmes de sa mechta. « Viens voir chez moi, camarade, tu verras les femmes, les enfants comment ils sont : la faim ; le froid ... Si tous les Français comme toi, y a pas de misère ici. Toi, vrai Français. Tu viens avec nous, tu t'assois comme ça, contre le mur, avec les Arabes ; tu as pas peur, mais si les camarades, les officiers te voient ici, eux pas contents ; pas vrai camarade ? Toi et nous pareils. » [...] »

Commentaire : la petite phrase de Bridja, « toi et nous pareils » est très importante : elle dit, elle exprime, avec la plus grande simplicité possible, ce qui rassemble plutôt que ce

qui dissemble.

En 2019-2020, l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) enregistre 66 entretiens avec 66 acteurs et actrices de la guerre d'Algérie :

<https://www.ina.fr/actualites-ina/qui-sont-les-66-temoins-qui-ont-raconte-leur-guerre-d-algerie>

Entretien avec Claude Cornu en 2020 sur le site de l'INA :

<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Claude-Cornu/claude-cornu>

En 1958, conscient qu'il s'agissait là d'une guerre, Claude Cornu part pour l'Algérie en tant qu'appelé. Il est décidé à ne pas tuer. Il part avec son matériel de dessin et un appareil photo. Il se retrouve dans les Aurès, dans un camp, dans une unité non combattante, au pied d'une montagne et du village de Inurar-Nouader.

Dès qu'il le peut, Claude Cornu s'échappe du camp pour aller dessiner les paysages. Il rencontre des enfants et petit à petit, subrepticement, par l'intermédiaire des enfants, il noue des liens avec le village. Puis on lui propose de devenir l'instituteur du village. Dans un subtil et surprenant équilibre incluant la hiérarchie militaire française, les enfants, le chef du village, les habitants et l'ALN des alentours, il fait la classe à 90 enfants dans la salle de prières de la mosquée. Autour, c'est la guerre, mais une « bulle de paix » recouvre le village. La confiance s'installe et Claude Cornu peut pénétrer dans les maisons, parler et photographier les femmes, garder des bébés, en emmener certains au camp pour une visite médicale. Il amène aussi les enfants dans le camp pour prendre des douches. Il devient aussi infirmier, écrivain public.

Dans des petits détails, surtout vestimentaires, Claude Cornu s'évertue à ne pas « faire comme les autres », sa manière à lui de résister à l'uniformisation.

Et puis, cinquante ans plus tard, les retrouvailles ... ! Prenant un café avec un ancien moudjahidin, celui-ci lui dit : « tu étais protégé, tu as bien travaillé pour l'Algérie ».

Extraits du livre de Claude Cornu, « Inurar-Nouader, village des Aurès, sur les pas de Germaine Tillion », Editions franco-berbères, 24 €

Page 18 : « 22 heures. Ce soir je suis de garde dans la tour nord près de l'entrée du camp.

« Je suis surpris en arrivant en haut de l'échelle de me trouver face à un prisonnier Algérien enchaîné au mur. Il parle un excellent français et me demande si j'ai du pain dans mes poches. Depuis plusieurs jours on le laisse sans nourriture.

« J'hésite un peu, redescend, traverse la cour heureusement déserte et me dirige vers le logement des dactylos. Ils me donneront une boule de pain que je cacherai sous mon manteau. Mangé, le pain ne laissera aucune trace et ma famille sera bénie d'Allah jusqu'à la nième génération. »



Plus loin : « Le hasard me fit découvrir sur la machine d'un sergent dactylo une lettre que le commandant adressait par l'intermédiaire de son épouse à un responsable local de l'Armée de Libération Algérienne, « Monsieur Belkhouche Mohammed ».

Il lui disait qu'il le savait là, tout près et saluait son courage ; il lui disait qu'il n'avait jamais fait de mal à la population et lui posait la question : est-il nécessaire de faire tuer autant de jeunes hommes de part et d'autre ? Le problème algérien ne peut-il se résoudre que dans le sang ? [...]

A peine après l'envoi de cette lettre à son adversaire, le Commandant de Bazelaire mourait, ainsi que certains de nos camarades dans un accident d'hélicoptère. Comment cela avait-il pu se faire ? »

Page 60 : « Curieuse situation que la mienne ; j'étais autonome, ne rendant compte à personne de ce que je faisais. Avait-on confiance en moi « d'un côté comme de l'autre » ?

Je connaissais beaucoup plus les enfants et certains habitants du village que mes camarades du poste où je dormais et que ceux du camp dans la vallée. Je ne connaissais pas trop les harkis non plus alors que j'enseignais à leurs enfants qui venaient en classe avec ceux du village. »

Entretien avec Djoudi Attoumi en 2020 sur le site de l'INA :

<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Djoudi-Attoumi/djoudi-attoumi>

« Ne te fais pas prendre, meurs en homme » dit le grand-père de Djoudi Attoumi à son petit-fils qui part pour le maquis.

Part. 3, Chap 19, confrontation à la mort dans le maquis :

Au cours d'un accrochage, Djoudi Attoumi et ses hommes sont acculés vers la vallée « entre Boghni et Draa El Mizan. Bon, on s'apprêtait à traverser la route nationale Boghni-Draa El Mizan, mais c'est très dangereux parce que c'est du plat et il fallait marcher pendant deux heures pour arriver à la forêt de Kentidja à Ath Yahia Moussa et puis, juste au moment où nous allions traverser la route nationale, nous avons trouvé un half-track avec sa mitrailleuse dirigée vers nous, bon, j'ai dit à mes compagnons c'est la fin, aucun espoir, c'est fini, nous allons tomber l'un après l'autre, mais il faut que chacun d'entre nous arrive à tuer un soldat avant de tomber. Et puis il y a un compagnon qui me dit regarde, le soldat nous fait un signe, celui qui tenait la mitrailleuse. Alors, je regarde vers son côté, il nous fait signe de passer. Et nous sommes passés à côté de cet engin de la mort, et moi, je m'attendais à un piège, franchement, c'est un piège, mais je me suis dit au point où nous en sommes, nous n'avons rien à perdre. Eh bien, on a traversé la route, on s'est mis à courir à perdre le souffle, et ce n'est qu'avant l'arrivée... notre arrivée en forêt, qu'il a tiré quelques coups pour se dédouaner vis-à-vis de ses chefs, parce que c'est le tribunal militaire si son chef arrivait à déceler sa complicité, il était passible du tribunal militaire. C'est comme ça que j'ai échappé à la mort, entre autres, il y a d'autres cas aussi. »

Voir : Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance, page 333

**Djoudi Atoumi est l'auteur de plusieurs ouvrages. Parmi ceux-ci,
« Les appelés du contingent, ces soldats qui ont dit non à la guerre », 22 €
éditions l'Harmattan, 22 €**

Page 115, Djoudi Atoumi raconte la rencontre d'un commando de l'ALN avec une section de légionnaires en embuscade à la sortie de Bougie (pas de précision de date) : « C'était un cessez-le-feu spontané, quelque chose d'inespéré pour les deux parties. Passé l'effet de surprise, les protagonistes auraient pu se tirer dessus les uns sur les autres et s'infliger des pertes ; c'était là l'objet de leur mission à cet endroit même ; mais rien ! Toujours hébétés, il y avait eu entre eux comme un accord tacite de ne pas déranger les autres, de respecter une sorte de protocole secret : les soldats devaient céder le passage et les moudjahidin par reconnaissance ne devaient pas leur tirer dessus ! Ainsi à la grande surprise de tout le monde, aucun coup de feu ne fut tiré ni par les uns ni par les autres. ».

Page 151, le 22 juillet 1959, déclenchement de l'opération *Jumelles*. Touahria Messaoud, infirmier en chef de l'ALN, doit quitter l'infirmerie du maquis, près de Cap Sigli, et s'enfuir avec soixante-dix combattants impotents. Le groupe se retrouve encerclé par le ratissage. Les soldats sont très proches, à portée de voix. Une femme apeurée avait rejoint le groupe avec son bébé qui s'est mis à crier. Un officier s'approche et se retrouve nez-à-nez avec les fuyards. Ceux-ci pensent que leur dernière heure est arrivée. Le soldat s'écrie : « *il n'y a rien à signaler ici. Il n'y a qu'une femme et son bébé. Vous pouvez faire demi-tour.* » ; puis l'officier a continué à barrer la route à tout soldat qui se hasarderait vers les fuyards. La situation perdure six jours. La faim, la soif se font sentir. Une source proche, libre d'accès, permet d'étancher les soifs (les fuyards s'interrogent car dans de telles circonstances, les sources font l'objet d'une garde attentive). Au bout de six jours, les soldats s'éloignent et les fuyards peuvent retourner à l'infirmerie d'où ils sont partis. Le refuge était étonnamment intact. Autre étonnement, ils y découvrent deux sacs contenant des provisions et des

munitions ; ces sacs n'y étaient pas lorsqu'ils se sont enfuis ! Difficile à comprendre, mais les fuyards sont sains et saufs.

Page 191 : le sergent Cotton sur les traces de ses aïeux à Felden (Akbou) : le village de Felden, près d'Akbou, en Kabylie, avait été en partie détruit et sa population déplacée. Après l'échec du plan Challe, la population est revenue au village où un poste militaire est installé. Arrive le sergent Cotton : *« Gentil, toujours à l'écoute de la population, il allait et venait seul à travers les maisons. Comme s'il recherchait quelque chose Comme s'il recherchait des traces dans sa mémoire. Il déployait toutes sortes d'activité avec les jeunes [...]. Il défendait les habitants devant le chef du poste, leur épargnait les interrogatoires et les fouilles ; leur fournissait des bons de ravitaillement »*. Le sergent Cotton semblait chercher quelque chose dans ce village. *« Un jour, il prit son courage à deux mains, frappa à la porte de la famille Ballouli et parut très ému en voyant apparaître un sexagénaire. »*. Le sergent Cotton demande des nouvelles de Mohand Ouamar Ballouli, apprend qu'il a été tué quelques jours auparavant, devient blême et se met à sangloter. Le sergent Cotton explique alors qu'il est le fils de Mohand Ouamar Ballouli, que celui-ci avait eu un enfant durant son séjour en métropole. Le sergent Cotton *« devint adjoint du chef du poste, continua à faire de son mieux pour rendre service au village de ses ancêtres. Et jusqu'au jour de son départ il se senti membre de cette communauté. Mais après, il ne donna plus de nouvelles. [...] Il partit comme il était venu, presque sur la pointe des pieds. »*

Entretien avec Slimane Zeghidour sur le site de l'INA :
<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Zeghidour/slimane-zeghidour/sommaire>

Slimane Zeghidour fut grand reporter (Le Monde, Le Nouvel Observateur, Géo, Télérama, La Vie, El País), maintenant rédacteur en chef à TV 5 Monde, chercheur associé à l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques) et écrivain.

Chapitre 3, Conséquences psychologiques :

« Je pense que j'ai eu une chance inouïe, malgré le drame, j'ai eu une chance inouïe : c'est que mon institutrice, les deux instituts et trois ou quatre bonhommes français sympas m'ont protégé certainement de la haine, et peut-être, parce que après, dans mon métier je n'ai fait que courir derrière, je pense que le fait que j'ai vu et des français qui font du bien, et notamment à moi, et des français qui font du mal, m'a donné, de façon confuse, spontanée, par capillarité, par alchimie, l'idée que le bien et le mal, ou les bons et les méchants, c'est une zone grise extrêmement labile, extrêmement mouvante et très subtile. C'est pour ça que je pense, que dans tous les conflits que j'ai couverts, je n'ai jamais pris parti pour un camp contre un autre, ou considéré un camp comme définitivement méchant et un autre comme définitivement innocent. Peut-être c'est ça qui m'a appris à juger les gens sur leurs actes. Et d'ailleurs moi-même, une fois mes enfants m'ont dit « comment tu définis une identité ? » Et j'ai dit : « on est ce qu'on fait ». C'est pour ça que ça peut paraître complètement rhétorique ce que je vais dire, peut-être un signe d'immaturité, mais je suis sincère et je ne sais pas ce que c'est que la haine. Il m'arrive d'être enragé, d'être furieusement en colère, de mépriser, mais la haine comme passion constante, délibérée,

quotidienne contre quoique ce soit, je ne sais pas ce que c'est. Et ça, peut-être, je le dois au fait que dans cette guerre atroce, inexpiable, comme l'a été la guerre d'Algérie, une double guerre civile, puisque les français ont fini par s'entre-tuer entre eux, ils auraient pu continuer de façon encore plus grave, un coup d'état, l'armée française a tiré à la mitrailleuse lourde sur des français, et puis les algériens se sont entre-tués pendant la guerre, puisqu'il y avait plus de gens dans l'armée française qu'au maquis et qu'ils ont continué, dès le lendemain de l'indépendance. Je pense que dans cet océan de violences, d'atrocités, de rumeurs, d'insultes, de malédictions, d'anathèmes, d'exécutions, je suis sorti, j'espère indemne de ça, à cause de cette bonté de quelques individus, peut-être cinq dans ce maelström de violences. C'est ma chance. ».

Entretien avec Alban Liechti sur le site de l'INA :

<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Alban-Liechti/alban-liechti>

Militant communiste, Alban Liechti est appelé sous les drapeaux en mars 1956. Il exprime son refus de participer à la guerre d'Algérie en écrivant une lettre au président du Conseil Guy Mollet. Peu soutenu, il est condamné à deux ans de prison pour refus d'obéissance. Le Secours populaire lance une campagne en sa faveur. Il est à l'isolement treize mois à Carcassonne. Fin de sa peine en septembre 1958, il refuse à nouveau de partir pour l'Algérie et est de nouveau condamné. Sa peine prend fin en mars 1961. Il est renvoyé en Algérie et refuse alors de mettre des munitions dans son arme. C'est là que prend place l'épisode suivant :

Partie trois : Le combat d'un soldat du refus, chapitre 13 : Deux mois sur le terrain des opérations.

Alban Liechti est dans les commandos de chasse pendant deux mois.

« On n'a pas eu d'accrochage du tout pendant ces deux mois. On en a évité un, un peu à cause de moi, et même beaucoup à cause de moi. Parce que, il y avait les paras et la légion qui poussaient une katiba. Alors une katiba, en général, les algériens, ils étaient une trentaine. Donc, c'était la nuit, ils poussaient la katiba dans un coin et nous on étions en tapinois, ils appellent ça. En tapinois, tout le monde se planque, derrière des buissons, derrière des rochers. On voit plus les armes, on voit plus personne, et nous, on voit le terrain, un terrain dégagé. On était des deux côtés d'un talweg, il y avait un creux en bas et les algériens, ils remontaient par le creux et pour se sauver, ils étaient ramenés vers nous. Et nous, comme on était tous planqués et tout, moi, j'avais dit avant, on se doutait qu'on allait avoir un accrochage, j'ai dit bon, il faut pas bouger du tout, et puisqu'on est planqués, il faut pas bouger et on les laisse passer. Alors les gars « ah, c'est pas une mauvaise idée », j'ai dit même « c'est une bonne idée ». Alors on était vraiment planqués et on a eu la peur de notre vie : il y a un gars des algériens qui avait envie de pisser, il s'écarte des autres et il vient pour pisser vers les buissons où nous on étions juste derrière. Il serait tombé sur les gars, ça aurait tiré de tous les côtés. Mais il a vu personne, il a pissé, il est allé rejoindre les autres et tous ils sont passés. On les a laissé passer les trente. Alors, après, ils ont dit au rapport, au rapport, ils ont gueulé, ils ont dit comment ça se fait que vous les avez laissé passer ? Alors les paras et la légion, ils étaient contre nous. Alors nous, on a dit « on n'a rien vu ». On a évité je ne sais pas combien de morts. C'est la plus belle chose qu'on a

réussi ! Eux, ils ont pas eu de mort, nous non plus. Ça veut dire que même dans des conditions difficiles comme ça, on peut toujours trouver le moyen de faire quelque chose.

A propos des paras :

A Bou Saada, un capitaine opposé à la guerre, envoyé sur les arrières du régiment, Alban Liechti décrit un *modus vivendi* qui s'est installé entre son unité, à l'arrière du régiment, et le FLN : prévenu des opérations de l'unité le jour, le FLN ne sort donc que la nuit. Les Algériens et les soldats ne se sont jamais rencontrés et donc aucun accrochage n'a eu lieu.

Ce capitaine prévient Alban Liechti que des membres de l'OAS veulent le tuer ; il lui demande donc de rester à l'intérieur de la caserne pour sa sauvegarde.

Témoignage de Nelly Forget sur le site de l'INA :

<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Nelly-Forget/nelly-forget>

Partie 2, chapitre 5

Les premiers séjours de Nelly Forget en Algérie datent de 1951 au sein du Service civil international. Puis, en 1955, Germaine Tillion l'engage dans les Centres sociaux éducatifs. Au début de la « bataille d'Alger », elle transporte des étudiants algériens qui se cachent et montent au maquis. Elle est arrêtée le 27 février 1957 par les parachutistes, emmenée à la villa Sésini et torturée.

« Il y a eu quand même des choses très réconfortantes, Germaine Tillion m'avait demandé d'écrire aussi sur l'infirmerie qui était tenue par un légionnaire allemand, un ancien waffen SS, qui a été l'ange gardien de Sésini, qui soignait les prisonniers avec beaucoup de dévouement, de gentillesse et de respect, donc, c'est le seul endroit où l'on était respecté, c'était l'infirmerie tenue par un ancien waffen SS ».

« Ma cellule était dans le corps de garde des légionnaires, elle donnait directement sur le corps de garde et c'était d'ailleurs, et il y avait des manifestations de solidarité de la part des légionnaires qui nous passaient des cigarettes, une barre de chocolat, une orange, comme ça, par la porte. »

Ensuite, Nelly Forget passe brièvement par la villa Mireille et est internée à la prison Barberousse.

Extraits du texte rédigé par Nelly Forget sur cet infirmier, ancien waffen SS, à la villa Sésini. Ce texte avait été publié en annexe du livre de Germaine Tillion *Ravensbruck*, édition 1973. Il n'a pas été repris dans l'édition suivante (1988), la seule actuellement disponible : *« Les plaies que m'avaient fait les cordes s'étaient infectées, une de mes jambes était très enflée ; la seconde fois que quelqu'un est passé pour me demander si je voulais voir un médecin, j'ai dit oui. Ce devait être au début de la troisième semaine.*

On m'a donc conduit à l'infirmerie ; le médecin militaire eut l'air un peu inquiet et il ordonna un traitement qui m'obligeait à venir trois fois par jour à l'infirmerie.

L'infirmerie, c'était un autre univers, et la première chose qui m'a frappée, ce fut la politesse. Il y avait un infirmier plus âgé que les autres, Karl, un Allemand, ancien SS et, avec lui, un autre Allemand et un jeune Français, mais c'était Karl qui donnait le ton ; il était visiblement respecté par les autres en tant que vieux baroudeur, et aussi à cause de sa personnalité.

Dès qu'on entrait à l'infirmierie, Karl saluait à l'allemande, en claquant les talons, bien raide et en pliant le cou d'un coup sec. Il nous faisait asseoir. Il nous vouvoyait. Nous redevenions des êtres normaux.

La première chose qui m'avait frappée avait été la politesse, la seconde ce fut la délicatesse. Par exemple, Karl disait : « Moi, je suis un homme à femmes, mais une malade, c'est sacré, ce n'est pas une femme ». Pour les femmes souvent blessées aux seins ou aux parties génitales pas les électrodes, et surtout pour les musulmanes, c'était toujours un gêne atroce que de se faire soigner.

Ensuite, il ne posait jamais de questions et le soutien moral qu'il nous donnait, ce n'était pas de nous dire « vous avez raison », mais c'était de ne jamais faire allusion aux raisons que nous avions d'être là. Il parlait de choses et d'autres ou de lui-même, tout en faisant son travail d'infirmier.

Karl s'arrangeait pour que les soins durent le plus longtemps possible ; le garde-chiourme rouspétait de temps en temps derrière la porte, mais Karl ne s'en souciait pas.

Mes compagnes étaient, elles aussi, régulièrement soignées à l'infirmierie (nous y étions en général conduites deux par deux). Hamida était restée seule plusieurs jours dans la cellule avant que je n'y sois amenée. Par la suite, nous avons été le plus souvent deux, certains jours jusqu'à six, avec beaucoup d'allées et venues. Outre Hamida, il y eut N., celle qui ne pouvait plus se servir de ses mains (elle n'avait pas été torturée à Sésini, mais à Maison-Carrée par des « gentils » bérêts bleus, les lieutenants J. et C. dont on a dit souvent qu'ils avaient tué Audin) ; il y eut aussi Mme S., Fatima, Zaïa (acquittée quelques mois plus tard) une actrice (Mme D.) -toutes des musulmanes. Il y eut aussi Colette, la poétesse, une fervente communiste.

Trois fois par jour, longtemps chaque fois, cela créait peu à peu une atmosphère quasi familiale. Et on n'allait jamais à l'infirmierie sans que Karl ait préparé quelque chose : des fruits, des biscuits, des œufs ... Je le vois encore nous faisant cuire du chocolat sur son petit réchaud, et disant « ça me rappelle maman : le dimanche elle nous donnait du chocolat » ... Par bribes, il nous racontait sa vie.

Il avait 15 ou 16 ans quand il a été enrôlé dans un régiment SS, puis il avait été envoyé sur le front russe où il avait été fait prisonnier. Au début, pendant vingt-cinq jours, on l'avait laissé à genoux dans une cellule où il ne pouvait pas se lever et où on venait le battre de temps en temps. Ensuite il avait été envoyé en Sibérie, il était tombé gravement malade, et il ne voyait plus aucune raison d'essayer de vivre. Il y avait eu alors une doctoresse russe qui s'était mise à le soigner, et qui l'avait obligé à s'accrocher à la vie. Et tout en faisant son boulot d'infirmier, ou en surveillant un chocolat, en se dandinant d'un pied sur l'autre, il disait dans son charabia « moi, je veux faire la même chose avec vous. ».

Lorsqu'il avait été libéré, il était rentré en Allemagne où il avait trouvé sa maison démolie, tous ses parents morts. Il s'était engagé dans la Légion. On l'avait envoyé en Indochine. A la fin de son temps, ne sachant rien faire d'autre que se battre, il avait rengagé, toujours dans la Légion, et il était maintenant en Algérie.

Il ne parlait jamais de choses pouvant avoir un intérêt militaire. Il ne critiquait jamais ses chefs. Une seule fois, Karl a éclaté, c'est lorsqu'on a amené Fatima à l'infirmierie.

Elle était très belle, et c'est peut-être pourquoi les bourreaux s'étaient acharnés sur elle toute une nuit : ils lui avaient en particulier introduit des électrodes dans le vagin. C'est le capitaine F. qui l'avait lui-même raccompagnée, avec beaucoup de manières mondaines

(d'habitude, c'était le soldat-bourreau qui escortait les prisonnières). F. a dit quelque chose comme « on a un peu exagéré avec vous, on va vous conduire à l'infirmerie. ». Il a même fait ouvrir le soupirail et nettoyer la tinette (qu'on oubliait souvent plusieurs jours sans la vider). Fatima avait tellement honte que, même à nous, elle n'a pas osé dire tout de suite ce qu'on lui avait fait.

Quand il l'a vue, Karl a éclaté. Je me souviens de cette phrase « on a dit que nous, les Allemands, nous étions des salauds. Et nous l'avons cru. Et maintenant « ils » sont plus salauds que nous ... »

Le respect, cette délicatesse qui consiste à parler de soi à des gens qui n'ont pas le droit de parler d'eux-mêmes, il les manifestait aux autres prisonniers, qu'il avait à soigner. Il est allé jusqu'à ne pas prendre son jour de permission pour pouvoir s'occuper des grands malades, en particulier d'un prisonnier qui avait quelque chose de grave aux oreilles (d'ailleurs sans rapport avec la torture). A cette occasion, j'ai aussi appris qu'il achetait avec sa solde non seulement ce qu'il nous donnait à manger, mais aussi des médicaments qui ne se trouvaient pas dans l'infirmerie.

Dans les expressions favorites des paras, il y avait « j'en ai plein les couilles » et aussi « faire la fiesta ». Un jour, Karl a dit qu'il en avait plein les couilles, que lui aussi, il allait faire la fiesta. Le lendemain, je lui ai demandé « c'était bien la fiesta ? » Il a répondu « je suis resté parce que les hommes ici étaient tous saouls et il fallait bien que quelqu'un reste pour vous protéger. ».

Cette attitude qu'il avait à l'égard de toutes les prisonnières de ma cellule et, je le crois, à l'égard de tous les prisonniers, n'était pas impulsive, soumise à des hauts et des bas. C'était une attitude constante et réfléchie. Il m'a semblé qu'elle amenait d'autres légionnaires, plus jeunes et plus influençables, à épanouir ce qu'il y avait de meilleur en eux.

En tout cas, d'autres légionnaires, allemands eux aussi (la majorité des soldats du détachement de Sésini et aussi, je crois, du 1^{er} REP, étaient allemands) manifestaient à notre égard, certains de la pitié, d'autres de la bienveillance, et même de la sympathie. »

Témoignage de Christiane Klapisch-Zuber sur le site de l'INA :
<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie/Christiane-KLAPISCH-ZUBER/christiane-klapisch-zuber>

Partie 5, **Emprisonnement**, chapitre 8, **Impact de l'évasion sur la prison**

Christiane Klapisch-Zuber est née en 1936 à Mulhouse. En 1955, elle est étudiante à l'ENS (Ecole normale supérieure) où elle se lie d'amitié avec Assia Djebbar, militante au FLN. Christiane Klapisch-Zuber se politise, avec d'autres étudiants de l'ENS et de l'université. Ils sont particulièrement révoltés par l'usage de la torture utilisée contre les Algériens. Elle décide de s'engager et rejoint le réseau fondé par Henri Curiel. Elle a pour mission le transport de journaux clandestins, de documents de propagande et de militants indépendantistes vers les frontières belge, luxembourgeoise ou suisse. Au bout de six mois, elle héberge un militant algérien qui est arrêté au matin par la police. Christiane Klapisch-Zuber est arrêtée, inculpée d'atteinte à la sûreté de l'État et emprisonnée à la prison de la Roquette. Enfermée de septembre 1960 à juillet 1961, elle y rencontre les militantes du

réseau Jeanson qui préparent alors leur spectaculaire évasion. Dix détenues s'évadent, le directeur de la prison est muté, de nouvelles gardiennes arrivent.

« L'une d'entre elles, au moment du putsch des généraux en avril 1961, celles qui restaient, on a eu un peu peur car ça avait l'air de tourner mal pour les Algériens et pour leurs soutiens. Il y en a une qui est venue et qui nous a chuchoté, au moins à l'une d'entre nous, je ne sais plus qui, « s'ils débarquent, les paras, je saurai ou vous cacher ». C'était chouette, c'était réconfortant d'avoir un soutien comme ça, juste en cas d'extrême danger. ».

Témoignage de Hilda El-Beze-Lévy, enregistré en avril 2012 par Bernard Andrieux :

<https://www.cinematheque-bretagne.bzh/base-documentaire-chroniques-de-la-guerre-d-alg%C3%A9rie-hilda-el-beze-levy-426-27431-0-502.html>

Hilda El-Beze-Lévy habitait à côté de Philippeville, dans le village de Valé où sa mère tenait l'épicerie. C'était la seule famille juive du village. Elle est révoltée à l'école parce que l'on n'y apprend pas l'arabe, mais les programmes venant de France, il n'était pas question d'apprendre l'arabe. L'osmose est totale avec la population arabe du village, y compris lors des fêtes religieuses. Croisant des soldats du contingent, elle est frappée par la méconnaissance totale du pays de la part des militaires qui viennent au village.

« J'allais au collège à Philippeville. J'avais un petit flirt, je venais de le quitter, et ... un coup de mitraillette. Je me retourne et je vois mon ami par terre. Le réflexe, c'est d'aller vers lui et il y a un Arabe qui m'a pris la main en me disant « non, n'y va pas, te retourne pas, avance » et ce qui m'a le plus frappée, c'est cet Arabe qui m'a pris par la main en me disant « te retourne pas, n'y va pas ». Est-ce que... je me suis dit inconsciemment qu'il a voulu me protéger, peut-être qu'il m'a sauvé la vie. Il ne m'a pas dit pourquoi il est mort, pourquoi ils l'ont tué ? Je me vois trembler. Cet événement-là, je n'en n'ai jamais parlé, ni à mes parents, ni à mes frères, mais c'est revenu après. Et pourquoi cet Arabe que je ne connaissais pas m'a prise par la main en disant « avance, avance, ne te retourne pas » ... ? ».

[...] Un camarade de classe, Ali, disparaît. Tout le monde le cherche, interroge la famille, mais pas de réponse. Environ six mois après, les habitants voient réapparaître Ali, prisonnier dans un camion de l'armée. La mère d'Hilda va lui porter à boire et à manger. *« Des militaires ont dit à ma mère « c'est grave ce que vous faites ». Après, on n'a plus su ou était Ali. »*

[...] *« Quand on a quitté l'Algérie, entre Valé et Philippeville, il y a à peu près six kilomètres. On es partis tous en voiture et on se fait arrêter au bout de trois kilomètres, on se fait arrêter par des fellagas, mitraillette au poing et on a dit : « ça y est, c'est notre dernier jour, on ne quittera pas l'Algérie, on va mourir en Algérie ». Et là, il y a un gars, toujours avec la mitraillette, qui demande à mon père de sortir. Et il montre à mon père : sa voiture avait été balisée, il y a un repère sur la voiture, que mon père n'avait jamais vu. Et le gars lui a dit « partout où tu allais, tu avais la vie sauve, grâce à ta femme : elle a osé donner à boire et à manger à ce gars-là. Donc, partout où tu iras, on sait que tu vas quitter l'Algérie. Tu peux partir tranquille. Et, quand ma mère est remontée dans la voiture, il pouvait plus démarrer. Le gars lui a parlé en français, on avait tout entendu et je crois qu'on a mis un bon moment pour repartir. Et on n'a même pas eu l'idée, mon père n'a pas eu*

l'idée de lui demander des nouvelles d'Ali. Donc, on a eu la vie sauve, je dirais grâce à maman, grâce ... ».

Témoignage de Jacques Inrep

Jacques Inrep a été appelé en 1959. Précédé d'une réputation *«de bagarreur et d'emmerdeur»*, il est versé dans la police militaire (P.M.) à Batna en juillet 1960.

C'est là que son détachement se voit confier par le D.O.P. (Dispositif Opérationnel de Protection, unité de recherche à priori du renseignement par tous les moyens, y compris la torture, mais qui, dans les faits, sert à terroriser les populations) la garde provisoire de deux *«fellaghas»* : les D.O.P. semblaient s'inquiéter de l'inspection d'une commission officielle.

Les D.O.P. laissent comme consigne l'interdiction d'entrer en contact avec les prisonniers, de leur donner à manger et à boire.

« Ma première impression : ils avaient le même âge que nous, dans la vingtaine. De petite taille, ils étaient très amaigris, bruns, bronzés, ils portaient des treillis de couleur verdâtre. Donc, nous étions en présence de soldats d'une autre armée, bien loin du fantasme de « bandits » des Aurès. »

Dans sa rencontre avec l'« autre », Jacques Inrep constate donc plutôt des points communs que des antagonismes.

« La P.M. était logée en plein centre-ville, dans un ancien entrepôt civil. Nous disposions d'une très grande salle qui tenait lieu en même temps de dortoir et de réfectoire. À gauche en entrant : nos lits superposés, au milieu une grande table, au fond les toilettes et les WC, et à droite les cellules.

Lorsque nous commençâmes à déjeuner ce jour-là, nous étions donc très proches des deux cellules et de nos deux prisonniers.

Je ne me souviens plus, qui a commencé ? Certainement mon pote Jeannot, ou peut-être moi ? Cela ne pouvait être qu'un de ces deux-là ! Je pense que c'est, peut-être, Jeannot. Il se leva avec une gourde d'eau à la main et tendit celle-ci à un des 2 maquisards. Un des appelés, attablé, fit remarquer que c'était interdit. Sèchement, je l'apostrophai : « Ta gueule ! ». Il se tint coi !

Ensuite, je pris la relève. Après avoir ingurgité mon repas, j'en gardais une infime partie, puis je fis le tour de la table en demandant aux volontaires de compléter mon don alimentaire. La plupart acceptèrent de participer à mon « cadeau ». »

« Curieux de nature, j'ai toujours essayé de comprendre le pourquoi et le comment des choses, ce qui rendait fous mes parents. Un gamin chiant !

C'est tout naturellement que je me dirigeais vers les cellules. J'espérais entrer en contact avec les deux maquisards. Difficile, même impossible, ils semblaient ne pas comprendre le français. Ils discutèrent dans leur « dialecte ». Certainement, ils durent décider de ne rien dire à cet appelé qui pouvait, vraisemblablement, leur soutirer quelques renseignements en faisant le gentil ?

Malgré tout, je poursuivis mon monologue. J'ai dû essayer de leur expliquer que tous les Français n'étaient pas forcément des brutes comme ceux des DOP, que j'étais là un peu contre mon gré, que j'étais un très mauvais soldat, que j'avais cassé des cailloux dans un bain... et que finalement, je comprenais leur combat.

J'ai même dû leur dire que j'étais favorable à l'indépendance de l'Algérie ! Mais que, malheureusement, j'étais du mauvais côté de la barricade !

Peine perdue, ils semblaient ne pas me comprendre. L'un d'eux, tout de même, me baragouina quelques phrases. Sans aucune haine de sa part, juste quelques mots entre deux « ennemis ». »

Je tournais le dos à l'entrée de notre cambuse. Merde, le chef Marcel.

« Qu'est-ce que vous foutez là, Inrep ?

– Rien, chef, je les surveille !

– Vous vous foutez de ma gueule ?

– Ils ont mon âge... pourquoi je devrais les... haïr ?

Silence. Assez long.

– Finalement, ils défendent leur pays... et pour ça, nous leur devons le respect... Je n'ai rien vu, Inrep... barrez-vous !

Et il me mit la main sur l'épaule.

– Oui, chef ! ».

Extrait de Commandant Azzedine... On nous appelait Fellaghas,
édité chez Stock en 1976, pages 235-236.

Dans son livre, l'auteur évoque son frère Saïd, s'adressant à sa fille après une 1^{ère} arrestation par l'armée française : *« Je ne sais pas ce que je donnerais aujourd'hui pour connaître le nom du para qui, tous les soirs m'allumait une cigarette, m'apportait un bout de pain trempé dans du lait... J'avais les yeux bandés et n'entendais que son pas feutré, le glissement de ses rangers sur le carrelage. Sais-tu, ma fille, que même au fin fond de l'enfer, quand la haine oblitère tout, il existe des êtres généreux ? Que même là où aucun sentiment ne semble pouvoir résister à la violence, on rencontre l'amour universel ?... Non, Zehor, je n'oublierai jamais cette voix. N'importe où je l'entendrai apaiser ma souffrance ; n'importe où je sentirai cette main me tendant une cigarette, un quignon de pain, calmant d'un simple effleurement la fureur bouillonnante du monde, me rendant le courage de vivre et de me battre. Le geste avait d'autant plus de valeur qu'il était anonyme ».* Saïd sera par la suite de nouveau arrêté, torturé et porté disparu.

Extrait de « Hadjira - La ferme Ameziane et au-delà... », de Claire Mauss-Copeaux, éditions Les chemins du présent (autoédition)

Claire Mauss-Copeaux, historienne, a rencontré Hadjira en 2008 en Algérie. La confiance, l'amitié s'est peu à peu installée entre les deux femmes au fur et à mesure de leurs entretiens qui s'étendent sur plusieurs années. Petit à petit, apprivoisant sa mémoire douloureuse, Hadjira parle : active au sein du FLN (Front de libération nationale), elle est arrêtée en 1959 et détenue arbitrairement dans la ferme Améziante, CRA (Centre de Renseignement et d'Action), appelé aussi « centre de torture » par les Algériens du Constantinois. Hadjira y est torturée.

Page 98 : *« Attentive à ceux qui l'entourent, elle sait distinguer parmi les soldats qui les gardent.*

Il y a eu aussi ce petit jeune homme, ce petit soldat... Il m'avait dit... Il devait avoir mon âge à l'époque... Je vois encore son visage... Très jeune, assez grand, beau garçon, quoi ! On devait lui faire de la peine, il est entré dans notre écurie : « Si vous avez besoin de quelque chose, dites-le-moi. » J'ai ouvert de grands yeux ! Mais, vite, j'ai répondu : « S'il vous plaît, des ciseaux ! » « Je ne peux pas... » Je l'ai interrompu : « C'est pour nous couper les cheveux... Pour avoir moins de poux. »

Elle ne lui demande ni l'eau, ni le pain qui manquent pourtant cruellement, mais des ciseaux.

Elle est Hadjira, soucieuse de sa dignité.

« Peu de temps après, il est revenu avec une paire de ciseaux : « dépêchez-vous, je ne veux pas d'histoire. ». Je ne sais plus qui m'a tondue, qui j'ai tondue. A la fin, il a repris ces ciseaux et il est parti. Elle poursuit : « Ce jeune homme avait vu l'état misérable dans lequel nous nous trouvions et, quelques jours plus tard, la porte s'est ouverte avec fracas. Pourtant c'était le matin... Surprise, je vois une brassée de baguettes fraîches qu'un soldat nous jette. C'était lui. A peine ai-je eu le temps de dire merci, qu'il avait déjà verrouillé la porte.

C'est fou, comme cette petite chose, ce pain frais qu'il nous offrait, ce geste magnifique, si humain, nous a bouleversées et réconfortées ».

Ensuite ? Nous ne l'avons plus revue. Il a dû être déplacé.

Sa lucidité et son attention aux autres, y compris aux parachutistes, nourrissent son humanité ».

Extrait du témoignage de Jean-Louis Cerceau :

<http://espaceguerredalgerie.com/index.php/temoignage-de-jean-louis-cerceau/>

Témoignage délivré devant plusieurs classes de Première et devant le Club Histoire du lycée Buffon (Paris) par l'appelé Jean-Louis Cerceau et publié dans un des ouvrages réalisés par le Club Histoire du lycée Buffon

<https://www.lycee-buffon.fr/vie-associative/club-histoire>

À vingt ans, le 1^{er} mars 1960, Jean-Louis Cerceau part effectuer son service militaire et séjourne seize mois en Algérie, du 17 Janvier 1961 au 24 Avril 1962 dans le 1/65^e RI.Ma (Régiment d'Infanterie de Marine). Sa compagnie ayant été transformée en commando de chasse, il est engagé dans de nombreuses opérations contre l'ALN. Par deux fois, il désobéit aux ordres : au cours d'une opération qui a mal tourné *« nous sommes revenus au village où restaient un vieux, des femmes et des enfants. Le lieutenant nous a dit : « Bon allez ; vous me nettoyez tout ça ! ».* Je me suis opposé au lieutenant en lui disant que nous étions des soldats et non des assassins. Il m'a posé son arme sur la tête en me disant : *« tu peux répéter ça ? ».* J'ai vraiment eu peur, il était devenu fou. J'ai dit au lieutenant qu'il pouvait me tuer mais que mes quarante compagnons seraient là pour raconter. Heureusement, il y avait avec nous un sous-officier appelé, instituteur dans le civil, qui l'a arrêté. Il a fini par

baisser son arme en prétextant qu'il plaisantait, mais il ne plaisantait pas du tout. Ce type a été tué lors d'une de ses permissions à Alger, il avait été condamné à mort par le FLN.

La seconde fois, c'était dans un petit village à côté d'une base aérienne, elle-même située à côté d'Oran qui s'appelait La Senia, la base aérienne s'appelait d'ailleurs la base d'Oran-La Senia. Nous avons reçu des informations selon lesquelles il y avait dans ce village un collecteur de fond. Après avoir cerné le village, on s'est rendu compte que ce collecteur de fonds avait couru plus vite que nous. Nous sommes arrivés chez lui pour découvrir qu'il était parti précipitamment en abandonnant son déjeuner sur la table. Son fils, qui avait seize ans avait, en revanche, couru moins vite et était encore là. On l'a interrogé pour savoir où était son père mais lui répondait qu'il ne savait pas et à ce moment-là, un copain et moi-même avons reçu l'ordre de le tuer pour « faire les pieds à son père » !

On n'a pas eu besoin de parler. Nous sommes rentrés et là... c'était terrible... le jeune garçon nous embrassait les pieds, il était sûr qu'on allait le tuer. ! Il nous suppliait, il était accroché à mon treillis... Il y avait un placard inclus dans le mur de cette maison en terre. On l'a fait entrer dedans et on lui a dit : « Surtout tu ne dis rien ! Tu ne dis rien ! Tu te tais ! T'attends que les soldats soient partis, tu bouges pas ! Tais-toi ! ». Il a fini par comprendre, il s'est arrêté de pleurer, de crier, on l'a enfermé dans le placard et puis on a tiré deux rafales de l'autre côté et on est sortis, on a dit simplement : « C'est fait ». Je me souviendrai toujours du regard de mes camarades qui pensaient que nous l'avions effectivement assassiné. J'espère qu'aujourd'hui ce gamin, qui était un peu plus jeune que moi, est devenu un grand-père et qu'il se souvient d'avoir été sauvé par un soldat français. »

Témoignage de Rémi Serres (un des quatre fondateurs de la 4ACG)

« Pendant la nuit, très souvent quand nous étions sur les pitons de la grande Kabylie, notre poste était attaqué, ou plutôt harcelé par les fellagas. Ils arrivaient sur le coup de minuit, tiraient sur le poste et très vite se mettaient à l'abri ; ils voulaient faire voir qu'ils étaient là. Très vite chacun de nous courrait à son poste et se mettait à tirer. Pour ma part mon poste c'était une mitrailleuse avec un chargeur de cent cinquante balles sur un halftrack. J'allais là et pour ne tuer personne je tirais des rafales dans le ciel. C'étaient des balles traçantes qui à la sortie de l'arme faisait une ligne de feu. Je m'amusais même à faire des dessins en faisant bouger l'arme. C'était plutôt rigolo. Ça nous amusait et nous tous nous avions tendances à faire durer ce petit jeu, faut se divertir comme on peut. Mais le capitaine, lui, le responsable du poste et, entre autres des munitions, ça l'amusait moins. Et très vite il disait « Halte au feu », et encore plus vite il hurlait : « Halte au feu ».

Moments d'humanité, témoignage de Pierre CARLO (4ACG)

Texte tout récemment écrit par Pierre Carlo, ancien appelé en Algérie :

Pendant longtemps, je n'ai pas pu parler de ce qui s'est passé là-bas, mais

aujourd'hui, il le faut, j'ai 88 ans et il est important que chacun sache que, pendant cette guerre terrible, nous avons certes été témoins de bien trop d'actes aussi cruels qu'inconcevables, mais il y a eu aussi, de part et d'autre, de nombreux petits gestes du quotidien, tout à fait banals en soi, qui nous rappellent cependant à tous que nous sommes des êtres humains et que certains d'entre nous ont fait ce qu'ils ont pu pour partager un peu de cette humanité qui nous caractérise.

Le 11 mai 1956, j'ai été appelé à 21 ans pour effectuer mon service militaire en Algérie, j'y suis resté 28 mois en tout. Le voyage fut toute une aventure ! Déjà, je ne m'attendais pas à partir si loin, au Maroc, pour mes classes ! Tout d'abord, on nous a conduits en train jusqu'à Marseille et moi qui n'avais jamais voyagé au-delà de Guingamp, j'ai traversé en une seule fois toute la France en train ! Puis nous embarqué sur un paquebot nommé « Djenné », jusqu'à Casablanca, le voyage durait trois jours et fut aussi agréable qu'époustouflant pour nous tous qui découvrons la Méditerranée !

Après avoir fait mes classes à Meknès, au nord-ouest du Maroc, je suis arrivé avec ma section dans le village marocain de Touissit, à une trentaine de kilomètres au sud d'Oujda, pour une phase de préparation de quatre mois: maniement des armes, familiarisation avec le terrain et la population locale.

Pendant cette première période d'entraînement près d'Oujda, la solidarité et la fraternité ont très été fortes entre nous, appelés, tous déracinés dans cet environnement qui nous semblait assez hostile. En effet, au Maroc, nous sentions bien que nous n'étions pas forcément les bienvenus auprès de la population qui était plutôt favorable aux Algériens.

Dans notre section, mon rôle consistait à porter le matériel de soins et de transmission, à l'aide d'une mule. J'étais habitué à mener des chevaux depuis tout petit et j'étais ce qu'on appelle un bon charretier ! J'aimais donc être à ce poste et j'en profitais pour monter sur la mule dès que je pouvais, cela me soulageait bien !

Certains soldats du groupe m'enviaient, ils voulaient même prendre ma place et être à leur tour chargés de la radio et la mule, mais comme ils ne parvenaient pas à se faire obéir de celle-ci, ils ont tout de même pris le relais et porté le matériel de transmission, mais moi j'ai gardé la mule sur laquelle je transportais seulement le matériel de soins !

Je me souviens d'une journée pendant laquelle l'horreur et l'humanité se sont particulièrement côtoyées. C'était le 5 décembre 1956. Nous devions partir en mission de surveillance dans la campagne alentour. Nous étions une dizaine, mais j'avais tissé des liens plus fraternels avec certains gars qui dormaient pas loin de moi, dans la même chambrée. Il y avait Marcel CARTELIER, originaire de Lyon et Louis MOULIN, un Breton comme moi, mais lui venait du Finistère. Et puis il y avait aussi un gars du Nord, sympa aussi mais insouciant et négligent. Son lit était en face du mien et il avait failli me tuer dans notre chambrée, en me tirant dessus par accident avec son arme qu'il nettoyait maladroitement. J'ai eu beaucoup de chance, le tir ne m'a heureusement pas atteint ! J'aimais bien aussi « Z », un Normand, qui dormait dans une autre chambrée.

Avant de partir, en ce matin de décembre que je n'oublierai jamais, Marcel, qui était l'éclaireur de notre section, avait reçu de sa maman un gâteau qu'il a tenu à partager avec nous. C'était un beau geste et ça nous a tous fait chaud au cœur. C'était le premier acte d'humanité de ce jour de drame !

Puis, nous nous sommes mis en route et Marcel a été volontairement « bousculé » par un villageois, mais il est resté calme, il a résisté à la provocation, n'a rien dit, il s'est juste écarté pour le laisser passer. Deuxième geste d'humanité... la journée commençait

sous de bons auspices !

Soudain, nous sommes tombés dans une embuscade : un groupe d'Algériens, sans doute de l'ALN, qui devaient s'entraîner eux aussi dans le secteur, nous ont surpris et tiré dessus... Marcel, notre éclaireur, en tête de section, est tombé en premier ainsi que Louis et « Z », porteurs de la radio, ceux-là même qui m'avaient remplacé et se trouvaient donc juste derrière Marcel. Un quatrième soldat est également mort ce jour-là et un autre blessé.

Quant à moi, étant plus loin derrière eux et perché sur ma mule, j'ai pu voir ce qui se passait à temps, j'ai sauté de ma monture, saisi mon fusil et j'ai fui aussi vite que possible pour échapper à la fusillade. Ma mule a été touchée, j'ai entendu siffler les balles de toutes parts, mais je m'en suis sorti, je ne sais pas trop comment...

Dans ce carnage, un troisième acte d'humanité eut quand même lieu, car ce sont des tirailleurs sénégalais, pourtant devenus peu favorables à l'action de la France en Algérie, qui nous aidèrent à nous en sortir.

Cet événement m'a profondément choqué, c'était la première fois que je voyais des hommes se faire tuer sous mes yeux... Après coup, j'ai aussi réalisé que, si mes copains avaient réussi à mener correctement la mule, c'est moi qui serais mort à leur place... j'ai eu beaucoup de chance dans ce drame, pas eux.

Aujourd'hui encore, ce gâteau partagé avec mes camarades le matin même de leur mort garde une saveur particulière pour moi.

Plus tard, au début de l'année 1957, nous avons rejoint l'Algérie pour effectuer notre mission de « maintien de l'ordre », mais comme j'avais été blessé au genou pendant la phase d'entraînement au Maroc, je n'ai pas pu partir en opération, j'ai donc été affecté à une mission de secrétariat pour l'Administration dans un petit village près d'Oran.

Avec mon groupe, nous étions chargés de garder des prisonniers algériens qui devaient être « questionnés » afin de vérifier qu'ils ne représentaient pas une menace pour nos troupes. Moi, je travaillais souvent avec les infirmiers de la SAS (Section Administrative Spécialisée) qui avait notamment pour mission de soutenir la population locale, nouer un lien positif et leur proposer une aide médicale, scolaire et sociale.

Un jour, l'un des prisonniers est venu me voir et m'a dit : « On nous surveille mal. » Il m'a en effet confié qu'un des soldats chargés de les garder avait une attitude dangereuse pour tout le monde : il laissait négligemment son arme posée un peu partout sous le nez des prisonniers qui pouvaient de ce fait s'en emparer à tout moment et la retourner éventuellement contre nous... J'ai reconnu dans sa description le gars du Nord pas très sérieux qui m'avait déjà tiré dessus par mégarde au Maroc. Je l'ai interpellé un peu plus tard et lui ai demandé de bien faire attention à sa mitrailleuse désormais pour éviter un drame.

Mais pourquoi ce prisonnier, alors qu'il aurait pu en profiter pour prendre le fusil et s'échapper avec ses camarades, a préféré me prévenir, et pourquoi moi ? Avec du recul, je pense qu'il voyait peut-être en moi comme un « protecteur » plutôt qu'un ennemi... Lui-même n'aurait jamais pris cette arme pour la retourner contre nous, mais il savait que d'autres étaient susceptibles de le faire avec des conséquences sans doute terribles pour tout le monde... Un bel acte d'humanité là encore qui nous a sans doute tous sauvés d'une mutinerie de nos prisonniers...

Quelque temps après, nous les avons libérés et nous avons quitté le village pour rejoindre un campement sur le piton rocheux voisin, afin d'y effectuer une mission de surveillance du haut de ce poste d'observation imprenable.

Mais avant notre départ, certains des ex-prisonniers m'ont discrètement fait signe de venir les voir. Ils m'ont offert de partager avec eux le Kawa et m'ont aussi donné des cigarettes. J'étais le seul Français invité... je ne sais pas pourquoi... Nous étions pourtant les occupants et eux des opposants du FLN.

De plus, il s'est passé dans ce village des choses horribles et en particulier concernant un paysan que j'avais déjà repéré car il avait une moissonneuse-batteuse, ce qui était rare chez nous en France. Mais quand j'ai revu ce paysan, il était mort, il avait été interrogé et de toute évidence tué par les Français pour des motifs qui m'échappent et avec des méthodes inhumaines. C'est d'ailleurs à partir de ce moment que j'ai commencé à prendre vraiment conscience de tout ce qui se passait autour de moi. Les prisonniers, s'ils avaient vu comme moi le cadavre de ce pauvre homme, auraient dû nous en vouloir d'autant plus et certainement pas m'inviter à boire un Kawa avec eux...

Je n'ai donc pas d'explication à ce beau geste d'humanité qu'ils ont eu pour moi et je crois que je resterai toujours aussi étonné que des « ennemis » puissent nous considérer comme des frères, mais cette marque de respect mutuel m'a beaucoup touché et je suis, encore aujourd'hui, très reconnaissant envers ces hommes qui m'ont permis de vivre comme une parenthèse de fraternité dans cet univers de guerre.

Témoignage rapporté par Gilbert Delange, 4ACG, moment d'humanité en 1957-1958 en Algérie

En 1982, Gilbert Delange et Jean-Louis Thibaud font un voyage en Algérie et séjournent à Tissemlit

En tant qu'appelé en Algérie, Jean-Louis Thibaud était sergent dans une unité cantonnée à Tissemsilt (mi chemin entre Alger et Oran). Il faisait fonction d'instituteur auprès des enfants du secteur. Chaque jour, il montait à pied vers un douar où l'attendait un groupe d'élèves, du niveau élémentaire.

Après quelques semaines où il avait établi un bon contact avec les enfants et leurs familles, le sergent Thibaud se décide à demander à son capitaine une faveur bien particulière : « voulez-vous m'autoriser à monter chaque jour à la rencontre de mes élèves sans porter d'arme ? Je n'en ai pas besoin. » La réponse du capitaine est immédiate : « Thibaud, vous êtes assez grand ; s'il vous arrive des bricoles, vous ne viendrez pas vous plaindre auprès de moi. ». pendant plusieurs mois, le jeune instituteur de Tissemlit peut rejoindre son école en uniforme, certes, mais désarmé.

En 1982, Jean-Louis Thibaud décide avec deux amis de rendre visite à ses anciens élèves d'Algérie. A cette date, le pays est relativement calme et leur voyage en voiture se passe sans aucun problème. Ils sont même surpris, au cours de leur route, de signes d'accueil bienveillant. A Tissemlit, les enfants de la famille Boudali, devenus de jeunes adultes de plus de trente ans, reçoivent leur ancien instituteur qu'ils appelaient « Sergent Marabout » car ils avaient appris qu'il était étudiant en théologie pour devenir prêtre.

Dans la conversation, amicale et confiante, Jean-Louis Thibault est très marqué par un souvenir que lui relatent les frères Boudali. A l'époque de son service militaire, alors qu'il descendait du douar et de sa permanence scolaire, l'un des frères lui rappelle qu'il s'était arrêté pour saluer la famille qui hébergeait, ce jour-là, des membres du FLN. L'un d'eux

avait aperçu, par la fenêtre, la silhouette du militaire français et avait proposé aux autres de le supprimer. Le père Boudali était intervenu énergiquement : « vous ne toucherez pas au sergent Marabout, c'est un homme de paix. Il fait l'école à nos enfants. Il connaît nos familles. Il ne porte jamais d'arme. »

Un quart de siècle après cet épisode hautement symbolique au cœur de la guerre, Jean-louis Thibault apprenait comment une famille de ses élèves, sympathisante de FLN, lui avait sauvé la vie. Et les frères Boudali étaient tout heureux de lui confier ce souvenir, reconnaissants par là même de l'enseignement dont ils avaient bénéficié auprès de lui.

En France métropolitaine, avant, pendant et après la guerre d'Algérie, en toute discrétion, Monique Hervo

Combattante exemplaire pour la dignité humaine, Monique Hervo nous a quittés dimanche 26 mars 2023, par [Mehdi Lallaoui](#)



Née à Paris en 1929, Monique Hervo est décédée le 20 mars 2023 après une vie consacrée à soulager la souffrance humaine. Des rescapés du camp de Buchenwald à son engagement auprès des Algériens du bidonville de Nanterre, notre ami Mehdi Lallaoui retrace le parcours exceptionnel de cette femme d'action. Notre amie Monique Hervo nous a quittés ce lundi 20 mars à Nanterre. Monique était une combattante pour la dignité humaine et pour la fraternité. Hommage à celle dont la « carrière professionnelle » se confond avec son engagement, notamment pendant les années noires de la guerre d'Algérie dans le bidonville La Folie à Nanterre. Elle venait de traverser ses 95 ans et s'était posée, au printemps dernier,

dans un petit village de l'Aisne pour passer l'hiver. Avant cela, elle demeurait dans une caravane au camping de la Noue des Rois (Saint-Hilaire-sous-Romilly). Elle s'y était installée, depuis le début de ce nouveau siècle. C'est entouré de l'affection et de la bienveillance de ses nombreux amis, dont les familles des anciens bidonvilles de la ville, qu'elle est partie vers les terres des gens de bien.

Monique fait remonter à sa plus tendre enfance ses prises de conscience sur le monde et ses fléaux. Issue d'une famille très modeste, papa breton, maman savoyarde, elle se familiarise très vite avec « les meublés » de l'autre côté des ruines des fortifs. À Saint-Ouen plus précisément.

Monique Hervo se souvenait des images de ces lieux de vie que l'on n'appelait pas encore « l'autre côté du périph ». Elle se remémorait très clairement, en mai-juin 1936, ces foules tempétueuses du Front populaire, drapeaux rouges ou noirs au vent, parcourant les principales artères de Saint-Ouen. Elle avait alors 7 ans.

Elle évoquait Paris désert juste avant l'arrivée des troupes allemandes, en juin 1940, et aussi l'exode de millions de Français fuyant vers la Loire. Elle se rappelait des morts sur la chaussée et du sifflement que faisaient les bombes tombant sur des colonnes de civils paniqués. Elle se souvenait encore avoir rejoint les scouts clandestins avant la Libération, puis est arrivé le temps des premiers engagements. Ils vont consister pour la jeune femme et ses amis à accueillir, à la gare de l'Est, les prisonniers de guerre qui affluent, convois après convois, de jour comme de nuit, des stalags d'Allemagne.

Très vite, ce sera l'accueil et le brancardage des rescapés des camps de concentration de Buchenwald. Sous les verrières surchauffées de la gare, Monique a peut-être croisé un jeune adolescent pâle et inquiet, attendant durant des heures le retour de ses proches des camps de la mort. Elle ne sait pas encore qu'il s'appelle François Maspero et qu'il sera plus tard son éditeur, son préfacier et son ami.

Monique, après des études aux Beaux-Arts de Paris, ne fera pas carrière dans la verrerie d'art pour laquelle elle s'est spécialisée, rue Bonaparte. Elle s'engage très vite dans l'action pour la promesse d'un monde nouveau qui laisse derrière elle les débris d'une guerre des plus meurtrières de l'histoire de l'humanité. Le programme du Conseil national de la Résistance entre en résonance avec tous ceux et celles qui rêvent d'égalité, de fraternité, de nouveaux droits. Un temps parmi les déléguées pour Grenoble du RPF (Rassemblement du peuple français), fondé en 1947 par le général de Gaulle, Monique s'en éloigne très vite pour l'action concrète. Les grands discours et les batailles d'appareils ne seront jamais sa tasse de thé.

En 1959, à la tête d'un groupe du Service civique international (SCI), (qu'elle a rejoint dès 1956) elle s'installe au bidonville de la Folie à Nanterre. La rencontre auparavant avec les compagnons de Gandhi a été décisive dans sa trajectoire.

Ainsi témoigne Monique Hervo de son engagement personnel à Nanterre : « Être aux côtés des Algériens par une vie partagée. Au service de la lutte d'un peuple colonisé sans apporter mes "bagages" d'Occidentale. Leur prouver ma solidarité. Tel est mon choix. »

Dès son arrivée au bidonville de La Folie, Monique constate l'immensité de la tâche qui l'attend. « On y souffrait de bien des maux qui sont attachés à l'univers concentrationnaire... » « (...) le froid, la malnutrition, la tuberculose, l'absence de moyens pour assurer l'hygiène élémentaire, les morsures de rats. On pouvait également y mourir de coups ayant, suivant l'expression consacrée, "entraîné la mort avec l'intention de la donner" (...) ou de noyade dans la Seine. »

Lorsque Monique s'installe dans le bidonville elle ne sait pas qu'elle y restera jusqu'en 1971, date de sa résorption. Durant ces douze années « extraordinaires et intenses », elle n'aura de cesse de documenter cet univers en marge, « cette autre planète » et de contribuer, par ses écrits, à la connaissance des mutations urbaines et aux mécanismes de relégation.

Elle n'est pas seulement narratrice des événements qui se déroulent au bidonville de Nanterre, elle en est également actrice. Il en fut de cette manifestation, exclusivement algérienne, du 17 octobre 1961 qui lui fera écrire : « Noyée au milieu de ce peuple en marche vers son indépendance, ma participation reste pour moi un immense honneur que je dois aux militants de La Folie. » Elle portera encore témoignage d'un événement peu connu, trois jours après la sinistre nuit du 17 octobre : les manifestations des centaines de femmes algériennes et de leurs enfants dans les rues de Paris et de Rouen, aux cris de « L'Algérie à nous ! ».

La « carrière professionnelle » de Monique se confond avec son engagement. Ce sera d'abord à partir de 1972 aux côtés de Jean-Jacques de Felice. L'homme, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, débuta au barreau de Paris en défendant les enfants mineurs du bidonville, puis très vite leurs pères, emprisonnés pour leur appartenance au FLN. Elle sera l'une des cofondatrices du Gisti (Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés). Une année plus tard, elle rejoindra la Cimade. Elle y pilotera le service « Logement des immigrés » et s'engagera dans le soutien à la lutte des foyers de travailleurs africains. Puis, de 1981 à 1986, elle travaillera à la résorption des foyers Sonacotra.

Très vite Monique ressent ce besoin irrépressible, cette nécessité vitale, prolongement de son combat : témoigner. En plus des images collectées à l'aide de son appareil Canon A-1, elle note tout ce qui l'entoure sur des bouts de papiers et noircit des carnets dans lesquels elle consigne les petites et grandes histoires du bidonville.

Dans le prolongement de cette captation du réel, Monique entreprend, à partir de l'année 1966, d'enregistrer sur un support professionnel (un Nagra) les paroles des habitants du bidonville de La Folie. Ce sont ainsi les témoignages de plus de 150 familles qui seront enregistrés.

L'humain en est le pivot, le « poteau central de la grande case » diraient les amis kanak. Cela donnera d'abord l'édition, avec Marie-Ange Charras, de *Bidonvilles : l'enlèvement* (Maspero, Paris, 1971) puis trente années plus tard, après avoir rassemblé et reconstitué toutes ses annotations dans une vieille cantine oubliée, *Chroniques du bidonville : Nanterre en guerre d'Algérie, 1959-1962* (Editions du Seuil, Paris, 2001).

Témoigner enfin : Monique le fera encore le 11 février 1999 à la barre de la 17^e chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris lorsqu'elle livrera avec précision et émotion son témoignage sur le 17 octobre 1961, à l'occasion du procès intenté par Maurice Papon, l'ancien préfet de police, à notre ami Jean-Luc Einaudi, auteur de *La Bataille de Paris*.

Il y a cinq années, nous étions venus au camping de la Noue des rois, célébrer son anniversaire (elle est née le 5 janvier 1929) et la féliciter pour l'obtention de sa nationalité algérienne. Toute la presse d'Algérie s'était fait l'écho de cet événement. (*Extrait*) :

« L'écrivaine française qui avait lutté aux côtés des Algériens pour leur indépendance, Monique Hervo, a été naturalisée algérienne, selon un décret présidentiel publié sur Journal officiel d'Algérie n° 73, 2018. »

« J'ai été pour la libération de l'Algérie tout de suite », rappelait souvent Monique Hervo qui portait comme une grande fierté sa nouvelle nationalité. Monique était une combattante

pour la dignité humaine et pour la fraternité.

Elle cheminera encore longtemps à nos côtés, dans nos cœurs et nos mémoires. Sa dépouille sera inhumée au cimetière El Alia à Alger, auprès des résistants et des martyrs de la guerre d'indépendance.

Mehdi Lallaoui

Après la guerre d'Algérie, une quarantaine d'années plus tard : avec le souvenir toujours vif de son séjour à Ali Cherf, Jean-Marie Mir adresse une lettre à Bekkouche, qu'il appelle « Vieux Fellouze », qu'il côtoya dans ce camp de regroupement (se reporter au témoignage de Jean-Marie Mire page 7)

*Lettre au Vieux Fellouze
Bonjour, Vieux «Fellouze»*

Le 25/1/2002

Nous t'appelions ainsi. Ton nom était Bekkouche. Je ne sais plus ton prénom. Tu avais passé la cinquantaine. C'était en 1961, en petite Kabylie, près de Collo, dans la wilaya de Philippeville (aujourd'hui Skikda) en moyenne montagne, dans un «resserrement» appelé «Ali Cherf» (ou Charef).

Tu te rappelles ce resserrement: il s'agissait d'une colline dénudée (un piton, comme nous disions), au sommet de laquelle une section d'appelés de l'infanterie de marine avait son campement sous des tentes, à l'exception de deux petits bâtiments réservés aux gradés et aux transmissions.

Sur les flancs de ce piton, des constructions en torchis recouvertes de chaume où vivaient des femmes, des enfants et des hommes âgés, Kabyles du bled pris dans la campagne environnante et déplacés dans ce lieu par l'armée française. Autour du piton, des rangées de barbelés «empêchaient» les allées et venues avec l'extérieur.

Ces personnes étaient apparentées soit à la douzaine de harkis qui faisaient partie de la section du poste, soit aux maquisards, soit aux deux, quelquefois. Tu disais toi-même que plusieurs de tes fils étaient dans le maquis, d'où ton surnom.

Nos conditions de vie n'étaient pas faciles: ennemi à l'affût et invisible, nourriture misérable faite de rations et de rares parachutages de produits «frais», eau polluée en petite quantité, insectes et parasites divers, chauffage de fortune en hiver...

Mais les vôtres n'étaient pas plus réjouissantes, et en plus vous deviez nous subir comme vos «maîtres». Vous étiez un peu nos prisonniers, mais nous-mêmes étions aussi prisonniers quelque part de la hiérarchie militaire, des partisans qui tenaient les djebels, de la peur sournoise qui nous habitait: derrière chaque arbre, chaque buisson, chaque rocher, on pouvait craindre un fusil, un pistolet-mitrailleur....

Vous receviez de l'administration française des graines et des farines une fois par mois, livrées par des camions de l'armée escortés d'engins blindés.

Combien de fois ai-je vu des enfants ramasser nos épluchures pour les utiliser. Certains de ces enfants s'employaient comme «boys» auprès de nous contre un peu de nourriture et quelques pièces; ils nous vendaient des sacs de racines de ceps de vigne avec lesquelles nous nous chauffions, et des grives, prises au collet, en août-septembre.

Je ne crois pas mentir en disant que les relations avec vous étaient correctes. J'ai le

sentiment que nous étions logés presque à la même enseigne, embarqués sur le même bateau. Je ne me rappelle pas de mauvais gestes, de méchantes paroles de notre part. Est-ce que ma mémoire me fait défaut? Sincèrement, je ne le crois pas.

Quand nous avons quitté le resserrement au bout de dix mois, vous laissant à je ne sais quel sort, vous étiez tous là autour du convoi; te souviens-tu de la tristesse des uns et des autres, voire des larmes?

Et pourtant... et pourtant... dans un des deux petits bâtiments, un adjudant-chef aidé d'un appelé de première classe a pratiqué la torture sur des personnes arrêtées en dehors du resserrement [1]

J'entends encore (mais pourrais-je les oublier?) ces cris de suppliciés, surtout ceux des femmes, très aigus et saccadés... Phonétiquement, c'était «LACHOUMI... LACHOUMI...» répété pendant des dizaines de minutes.

Je n'ai jamais «prêté la main» à ces violences, mais je ne suis pas non plus intervenu pour essayer de les faire cesser. Etais-je assez conscient de ces abominations? A ma seule décharge, le bourrage de crâne des instructeurs, pendant des mois, pour nous convaincre des résultats positifs que nous pouvions attendre de ces «interrogatoires»....

Aujourd'hui encore, j'ai honte de ne pas avoir réagi.

Et pourtant, je vais te dire pourquoi je t'écris aujourd'hui, pourquoi je te remercie du fond du cœur: si je suis encore en vie, à l'heure où je te parle, c'est peut-être grâce à toi, le «Bougnoul», le «Raton», comme disent ceux qui ne savent pas, «qui ont la haine», par bêtise, par colportage, par ignorance du Maghrébin et du Kabyle en particulier, qui ont la peur irréflectie de l'étranger, de l'autre, de leur ombre, peut-être...

Tous les jours un groupe de soldats sortait du resserrement pour aller chercher du bois et de l'eau que nous ramenions à dos de «brelles», comme nous appelions les mulets. Tous les jours, nous partions, escaladant les petits djebels environnants, faisant les «choufs», les guetteurs, ou assurant la protection des convois militaires.

Après une sortie, tu nous as décrit notre itinéraire. Tu nous a appris qu'un de tes fils, avec son groupe de maquisards, postés sur une hauteur, nous avaient laissés passer sur une piste en contre-bas. Ils étaient armés d'une AA 52, une mitrailleuse légère ultra-moderne, à l'époque, prise sur un véhicule blindé français. Nous avions seulement des Lebel, des MAS 36, et des Thomson, armes d'avant la guerre 39-45.

Et là, tu nous as fait comprendre que nos relations avec les habitants du resserrement avaient évité une mort certaine pour la plupart d'entre nous. Je vois encore tes yeux malicieux nous racontant la scène.

Tu as sans doute persuadé ces «terroristes» que les Français n'étaient pas tous des salauds, des assassins, des violeurs...

Si tu n'étais pas intervenu, et sans doute d'autres habitants d'Ali Cherf, auprès des partisans, serais-je aujourd'hui à t'écrire?

Encore ceci: te souviens-tu de Nettour, jeune harki, marié avec une belle jeune Kabyle, et père de deux enfants, plein de vie, toujours de bonne humeur, mort dans un exercice par la faute d'un capitaine de l'armée française; ce jour de fin 1961, j'ai pleuré quand j'ai su sa mort. C'était un camarade.

Je suis profondément ému de te parler de tout cela. C'est un passé de plus de quarante ans vieux de quelques jours, comme s'il n'y avait plus de temps. J'ai aussi «la rage» de savoir comme nous vous avons maltraités, avilis, massacrés, abaissés, réduits pendant 130 ans. Je ne peux m'empêcher de jouer les savants à propos de Jules Ferry,

Vosgien comme moi, ministre de l'école, qui disait que c'était le droit et le devoir des races (prétendues) «supérieures» de civiliser les races (supposées) «inférieures».

A quand notre repentance?

Merci encore vieux «fellouze», vieux sage, pour ton humilité toute simple.

Je ne pense pas que tu sois encore de ce monde, mais là où tu es, tu entendras sans doute ces mots.

Bien fraternellement.

Jean-Marie Mire.

[1]Cet adjudant-chef a été au poste du 9 mai au 27 juin 1961.

Philippe Grand: Extrait du blog Médiapart, hommage à Brigitte Lainé, par Philippe Grand,
<https://blogs.mediapart.fr/1000autres/blog/261220/hommage-brigitte-laine-1942-2018-par-philippe-grand>

Le onze février 1999, deux archivistes de haut niveau, Brigitte Lainé et Philippe Grand, témoignent en faveur de Jean-Luc Einaudi au cours du procès intenté par Maurice Papon contre l'historien. Celui-ci ne pouvait communiquer les archives qui démontraient la responsabilité du Préfet de police lors du massacre des Algériens à Paris, le 17 octobre 1961. Témoignant en appuie aux dires de Jean-Luc Einaudi, les deux archivistes font basculer le procès et l'historien ne sera pas condamné. Mais leur courage pour dévoiler la vérité historique et juridique leur coûtera cher et sera lourdement sanctionné par l'administration : *« Nous étions devenus les moutons noirs des Archives. À défaut de nous faire juger pénalement, à défaut de nous révoquer ou simplement muter ou rétrograder, il ne restait qu'à nous suspendre de nos fonctions et à entreprendre un harcèlement moral qui ne se relâcha guère pendant plusieurs années, en dépit de deux jugements du tribunal administratif intimant à la mairie le retour au statu quo ante. Ce qui ne fut jamais fait. Même si en 2005, enfin, Brigitte Lainé devait se voir apparemment rétablie dans une partie de ses fonctions. Avec le recul, « cette misérable affaire laisse un goût nauséabond », s'indigne le professeur Jean-Yves Mollier. ».*

Dans l'actualité : extrait du livre de Didier Fassin et Anne-Claire Defossez, « L'exil, toujours recommencé », janvier 2024 aux Éditions du seuil, 24€

Durant cinq années Didier Fassin (Collège de France, anthropologue et médecin) et Anne-Claire Defossez (sociologue, , Institute for Advanced Study à Princeton), ont participé à des maraudes sur la frontière franco-italienne près de Briançon. Il, elle, ont enquêté sur les expériences des exilés, l'engagement des volontaires humanitaires, l'attitude des forces de l'ordre.

Extrait des pages 241-242 : *« Dans ce contexte à la fois national et local d'animosité à l'encontre des exilés, redoublé par la pression constante des préfètes et préfets eux mêmes sous la pression du ministère de l'intérieur pour un meilleur contrôle des frontières, les*

commentaires des exilés enregistrés au refuge montrent que si certains font état de maltraitance lors de leur passage au poste-frontière, généralement sous la forme de propos déplacés, de fin de non-recevoir à une demande de boisson ou de refus d'appeler un médecin pour une femme enceinte, comme nous l'avons relaté dans le prologue, d'autres décrivent un comportement ferme mais convenable, dont nous avons précédemment donné des illustrations. Il est des agents qui vont plus loin. L'un d'eux s'arrête pour conduire au refuge de Briançon une famille d'exilés découverts sur une route enneigée dans la bande frontalière où ils sont censés les interpellier. Un autre contrôle un couple de briançonnais qui ont pris en stop un étranger sans titre de séjour, puis le laisse partir après leur avoir dit n'avoir rien vu et leur avoir conseillé de mettre leur passager en sécurité. Un troisième prévient une association qu'une descente de police va avoir lieu dans la gare, évitant ainsi à ceux qui avaient prévu de s'y rendre ce jour-là de se faire arrêter. Dans un train entre Vintimille et Nice, le Jour de l'an, un exilé raconte qu'il a vu des policiers monter à un arrêt, lui demander son billet, et alors qu'il leur disait qu'il n'en avait pas, lui répondre « C'est bon. Bonne année ! » en le laissant poursuivre son voyage. Même s'il ne concerne pas la majorité des agents, ces gestes sont probablement plus fréquents qu'on ne le croit, car ceux qui le font ne s'en vantent pas devant leurs collègues. Ils s'appuient sur des justifications morales liées à leur regard sur les politiques de lutte contre l'immigration et sur la condition des exilés. Ayant ainsi acheminé un exilé jusque dans la vallée, un membre de la police aux frontières explique : « J'élève mes enfants avec des valeurs humaines. Je veux pouvoir me regarder dans une glace. Tous ces gens sont des victimes des situations de leur pays. » De tels actes bienveillants rappelle que le pouvoir discrétionnaire des policiers ne signifie pas seulement des abus d'autorité mais peut aussi se manifester par des gestes de sympathie. Leurs marges de manœuvres sont toutefois limitées par le fait qu'« ils ont des ordres, et il leur faut obéir », ainsi que le disent comme en écho, lors de deux entretiens réalisés à plusieurs mois de distance, une maraudeuse et un policier

Conclusion: l'ennemi ? Quel ennemi ?

On a les ennemis que l'on peut ou bien que l'on mérite, ou bien que l'on veut bien avoir, ou bien celui que l'on se fabrique, celui dont on construit la figure suivant des circonstances historiques, politiques, économiques, psychologiques, suivant les déséquilibres d'une société à un moment donné de son histoire. Sous des formes variables, ce sont toujours les mêmes mécanismes qui sont à l'œuvre, aboutissant aux mêmes catastrophes. Depuis le temps, on le sait bien, mais quand même ...

La construction de l'image de « l'ennemi » est toujours un artifice : on va se focaliser sur des images toutes faites, de fausses évidences, des traits particuliers plus ou moins réels, caricaturaux, qui vont être déformés, amplifiés et vont servir à détourner, à dissoudre, à anesthésier les consciences.



« Le duel au gourdin »

que Goya avait peint sur un mur de sa maison vers les années 1820. Les deux protagonistes, tellement accaparés par la fureur de leur combat, autodestructrice, ne s'aperçoivent pas qu'ils sont en train de s'enfoncer et courent tous deux à leur perte.

On peut penser que ces « gestes de fraternité », ces « moments d'humanité », relevés ci-dessus anticipent d'un demi-siècle la création de la 4ACG et les valeurs qu'elle entend porter (Extraits de la charte des valeurs de la 4ACG* *...respect de la personne humaine, de sa dignité, de son intégrité et de ses droits. La 4ACG entend s'opposer à tout ce qui détruit ou mutile cette dignité ...*). Souvent, ces « moments d'humanité », ces « gestes de fraternité » n'ont été que de brefs instants solitaires, les réactions collectives ou qui s'étalent dans le temps sont plus rares. La création et les actions de la 4ACG prolongent ces gestes, ces moments qui trouvent alors dans l'association une dimension collective.

C'est en reconnaissant chez l'autre quelques traits de soi-même, incitant ainsi à la fraternisation, que chacun, de part et d'autre, retrouve sa dignité égarée dans les méandres obscurs de la barbarie et de la haine. « Ni victimes, ni bourreaux », reprenant le titre d'articles signés par Albert Camus pour le journal « Combat » en novembre 1946; c'est le difficile et périlleux chemin de crête emprunté par celles et ceux qui ont osé écouter leur conscience afin de pouvoir dire « non » en pleine connaissance de cause.

On peut aussi penser que cette recherche d'actes d'humanité, souvent demeurés cachés, pourrait être un outil précieux pour qui veut se positionner « contre la guerre », que cet outil mériterait d'être affûté par la 4ACG pour en faire un instrument de pacification.

L'uniforme (le substantif et l'adjectif), ça dit bien ce que ça veut dire : débordant du cadre vestimentaire, on le reliera au fameux « je ne veux voir qu'une tête », expression qui s'applique tout aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur d'un crâne, signifiant que tout le monde se doit de penser pareil, que chacun-e doit faire comme les autres, qu'aucune opinion contraire ne puisse être entrevue ni exprimée, que l'exercice du libre arbitre soit devenu impossible, et même impensable.

Face à cette anesthésie de la conscience, on retrouve toujours ce que l'on pourrait appeler approximativement « une banalité du bien ». C'est la réaction de l'appelé en Algérie, du combattant du FLN (lui aussi en uniforme), de l'engagé qui, pour de multiples raisons, va considérer que celui que l'on appelle l'« ennemi » lui ressemble terriblement, que l'image de celui « d'en face » que l'on a voulu lui imposer n'a pas de consistance.

Bibliographie sommaire (les prix indiqués sont les prix des versions papier de l'ouvrage)

La Boétie « Discours de la servitude volontaire » Éditions Garnier Flammarion 5,80 €
Anne Simonin « Le Droit de Désobéissance, les Éditions de Minuit en guerre d'Algérie »
Les Editions de Minuit édition hors commerce offerte par les libraires 2012
Noël Favrelière « Le Désert à l'aube » Les éditions de Minuit 13,50 €
Michel Cornaton, Nelly Forget et François Marquis « La Guerre d'Algérie Ethnologues de l'ombre et de la lumière » Éditions l'Harmattan 14 €
Claude Cornu « Inurar-Nouader Village des Aurès » Éditions Franco-Berbères 24 €
Xavier Jacquey « Ces appelés qui ont dit non à la torture » Éditions l'Harmattan 22 € 2012
Gérard Kihn « Algérie Le sang des autres » Éditions Empreintes 19,50€ 2011
Djoudi Attoumi « Les appelés du contingent, ces soldats qui ont dit non à la guerre »
Editions l'Harmattan 22€ 2012
Germaine Tillion « Les ennemis complémentaires, guerre d'Algérie » Éditions Tirésias 25€ 2005
Livre audio « Germaine Tillion dans l'Algérie en guerre », Ed. Frémeaux, 2022; 24 €
Claire Mauss-Copeaux « Hadjira La ferme Améziane et au-delà » Auto édition 15€ + 2€ de frais d'envoi 2017
Louis-Saïd KERGOAT Frères contemplatifs en zone de combats- Algérie 1954-1962, Ed. L'Harmattan, 2005, 26 €
Association des 4ACG « Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance, paroles d'humanité » Éditions L'Harmattan 2012 28 €
Tramor Quemeneur, Slimane Zéghidour « L'Algérie en couleurs, 1954-1962, Le regard des appelés » Éditions Les Arènes 30 € 2011